



*Programme de travail
et
Budget pour 2016*

Budget-programme pour 2016

Introduction

Le budget-programme a été préparé conformément aux dispositions du règlement financier du PROE et est exprimé en USD. Le Secrétariat propose un budget équilibré, avec des recettes et dépenses estimées à 19 095 085 USD.

Le format du budget-programme de 2016 est aligné sur les priorités du Plan stratégique 2011-2015 du PROE. Il conserve toutefois des aspects de l'état récapitulatif des dépenses et des recettes du PROE, qui établit pour chaque cible un lien entre les sources de financement et les volets du budget de base et du budget des programmes.

Format du budget-programme

Le budget est structuré autour des quatre programmes opérationnels du Secrétariat (changement climatique, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, surveillance et gouvernance environnementale) et de la division Direction générale et services administratifs.

Ses deux principaux volets sont les suivants :

- a) le budget de base, qui est essentiellement financé par les contributions des Membres, les frais de gestion des programmes/projets et d'autres sources de financement diverses; et
- b) le programme de travail qui est financé par les contributions des donateurs.

Le tableau 1 présente un état récapitulatif des recettes et des dépenses totales escomptées.

Le tableau 2 présente le budget de base. Les recettes du budget de base prévues pour 2016 s'élèvent à 3,15 millions d'USD, soit ,01 % de plus qu'en 2015. Les dépenses du budget de base se répartissent comme suit : le plus gros poste est constitué par la Direction générale et les services administratifs (2,82 millions d'USD) ; suivent l'appui aux programmes (74 842 USD), le Changement climatique (18 500 USD), la Biodiversité et la

gestion écosystémique (20 300 USD), la Gestion des déchets et la lutte contre la pollution (18 020 USD) et la Surveillance et la gouvernance environnementale (18 020 USD).

Le tableau 3 présente les dépenses du budget de base ventilées par type de dépense. Les frais du personnel devraient connaître une hausse de 4 % par rapport à 2015. Certains postes précédemment financés par le budget de base, mais fournissant des services en lien direct avec l'exécution des programmes, sont maintenant financés par les fonds des programmes.

Le tableau 4 reprend le budget du programme de travail dont les dépenses s'élèvent à 15,93 millions d'USD, soit 1,01 million d'USD ou 6 % de moins qu'en 2015.

Le tableau 5 présente les dépenses du budget du programme de travail ventilées par type de dépense.

La présentation du budget-programme de 2016 commence par une brève introduction de la priorité stratégique et définit son but. Elle aborde ensuite les objectifs, cibles, indicateurs de performance et activités prévus pour 2016. Ceux-ci correspondent au Plan stratégique du PROE et sont corrélés avec les chiffres budgétaires et les sources de financement.

Ces chiffres budgétaires sont classés par frais de personnel, de fonctionnement ou d'investissement en fonction des cibles identifiées dans le Plan stratégique. Lorsqu'un financement est « à identifier », son inclusion dans le budget repose sur l'existence, au moment de la composition du budget, d'une relation contractuelle formelle de sorte que la probabilité de l'obtenir en vue de son utilisation en 2016 soit au moins égale à 50 %. Sur la totalité des fonds requis pour 2016, 2,2 % des montants attendus des donateurs restent à identifier.

La liste des agents et des postes (pourvus, en cours de recrutement, vacants ou non financés) affectés à chaque programme est fournie pour donner aux Membres une idée des agents disponibles et des ressources humaines nécessaires à leur bonne exécution, dans la limite des financements disponibles.

Budget-programme pour 2016

Dépenses

Le montant des dépenses proposées pour 2016 s'élève à 19 095 085 USD. Ce montant est inférieur au budget approuvé de 2015 (20 072 377 USD), ce qui représente une réduction de 977 292 USD précisément.

Cette réduction enregistrée pour le budget 2016 par rapport à 2015 est imputable principalement à l'achèvement du projet sur les espèces envahissantes de l'Alliance FEM-Pacifique et du projet sur l'adaptation écosystémique financé par l'USAID (projets à Kiribati et dans la province de Choiseul qui se terminent tous deux à la fin de l'année 2015). Toutefois, une augmentation des dépenses est attendue pour plusieurs projets, notamment le projet FINPAC (gouvernement finlandais), le projet de l'USAID sur l'adaptation écosystémique et le projet sur les déchets financé par l'Union européenne.

Recettes

Le budget de 2016 est essentiellement financé par les donateurs. Le total des recettes pour le budget de base s'élève à 3 157 543 USD, tandis que celles pour le programme de travail se montent à 15 937 542 USD et proviennent des différents partenaires de développement et autres donateurs à travers les mécanismes de financement des programmes et des projets. La majeure partie (83,9 %) des recettes anticipées pour l'exercice provient des donateurs, contre 7,3 % pour les contributions des Membres, en ce compris les contributions impayées. La partie résiduelle de 8,8 % provient de sources internes.

Les contributions annuelles volontaires des Membres s'élèvent à 1 069 774 USD et représentent 5,6 % des recettes totales pour 2016.

Le Secrétariat prévoit de toucher, en 2016, 1 487 409 USD de frais de gestion sur les programmes, contre 1 499 570 USD en 2015. Cette diminution résulte de la réduction des financements des projets correspondant à la clôture du projet sur les espèces envahissantes de l'Alliance FEM-Pacifique et du projet sur l'adaptation écosystémique mené dans la province de Choiseul et financé par l'USAID.

Documents présentés au titre du budget-programme pour 2016

- A. État récapitulatif des recettes et des dépenses (tableau 1)
- B. Financement du budget de base moins dépenses par programme (tableau 2)
 - Financement du budget de base moins dépenses par type de dépense (tableau 3)
- C. Financement du programme de travail moins dépenses par programme (tableau 4)
- D. Financement du programme de travail moins dépenses par type (tableau 5)
- E. Composition des financements
- F. Barème et allocation des contributions pour 2016
- G. Présentation détaillée du budget-programme
- H. Analyse budgétaire détaillée par résultat
- I. Présentation détaillée du budget de fonctionnement des services administratifs
 - Annexes – Diagramme 1 — Dotation budgétaire pour 2014 par Division
 - Diagramme 2 — Dotation budgétaire pour 2015 par Division
 - Diagramme 3 — Évolution du budget entre 2002 et 2015

ÉTAT RÉCAPITULATIF DU BUDGET DU PROE - 2016

	Budget 2015			Budget 2015 révisé			Budget 2016		
	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total
RECETTES									
RECETTES TOTALES	3,129,064	16,943,313	20,072,377	3,129,064	16,943,313	20,072,377	3,157,543	15,937,542	19,095,085
DÉPENSES									
Direction générale et services administratifs									
Direction générale	1,012,320	555,329	1,567,649	1,012,320	555,329	1,567,649	959,343	739,313	1,698,656
Services généraux	1,474,524		1,474,524	1,474,524		1,474,524	1,531,490	50,000	1,581,490
Information et communications	568,040	573,860	1,141,900	568,040	573,860	1,141,900	591,870	319,128	910,998
Direction générale et services administratifs	3,054,884	1,129,189	4,184,073	3,054,884	1,129,189	4,184,073	3,082,703	1,108,441	4,191,144
Programmes									
Changement climatique	18,500	4,675,379	4,693,879	18,500	4,675,379	4,693,879	18,500	5,270,882	5,289,382
Biodiversité et gestion écosystémique	19,770	4,943,923	4,963,693	19,770	4,943,923	4,963,693	20,300	3,144,259	3,164,559
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	17,710	4,491,173	4,508,883	17,710	4,491,173	4,508,883	18,020	4,945,417	4,963,437
Surveillance et gouvernance environnementale	18,200	1,703,649	1,721,849	18,200	1,703,649	1,721,849	18,020	1,468,543	1,486,563
Total programmes	74,180	15,814,124	15,888,304	74,180	15,814,124	15,888,304	74,840	14,829,101	14,903,941
DÉPENSES TOTALES	3,129,064	16,943,313	20,072,377	3,129,064	16,943,313	20,072,377	3,157,543	15,937,542	19,095,085
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	0	-0	-0	0	-0	-0	0	0	0

BUDGET DE BASE				
	Budget approuvé 2015	Budget révisé 2015	Budget 2016	% Évolution
RECETTES				
Contributions des Membres	1,069,774	1,069,774	1,069,774	0%
Contributions supplémentaires des Membres	0	0	0	100%
Arriérés de contribution	50,000	50,000	50,000	0%
Contributions du pays hôte (Samoa)	0	0	20,360	100%
Intérêts bancaires	200,000	200,000	130,000	35%
Financement par les bailleurs	150,000	150,000	150,000	0%
Divers	159,720	159,720	100,000	37%
Services de gestion des programmes	1,499,570	1,499,570	1,487,414	1%
À identifier	0	0	150,000	100%
RECETTES TOTALES	3,129,064	3,129,064	3,157,548	
DÉPENSES				
Direction générale et services administratifs	3,054,884	3,054,884	3,082,703	-1%
Changement climatique	18,500	18,500	18,500	0%
Biodiversité et gestion écosystémique	19,770	19,770	20,300	-3%
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	17,710	17,710	18,020	-2%
Surveillance et gouvernance environnementale	18,200	18,200	18,020	1%
DÉPENSES TOTALES	3,129,064	3,129,064	3,157,543	
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	0	0	5	
Tableau 2 : Budget de base moins dépenses par programme				

BUDGET DE BASE				
	Budget approuvé 2015	Budget révisé 2015	Budget 2016	% Évolution
RECETTES				
Contributions des Membres	1,069,774	1,069,774	1,069,774	0%
Contributions supplémentaires des Membres	0	0	0	100%
Arriérés de contribution	50,000	50,000	50,000	0%
Contributions du pays hôte (Samoa)	0	0	20,360	100%
Intérêts bancaires	200,000	200,000	130,000	35%
Financement par les bailleurs	150,000	150,000	150,000	0%
Divers	159,720	159,720	100,000	37%
Services de gestion des programmes	1,499,570	1,499,570	1,487,409	1%
À identifier	0	0	150,000	100%
RECETTES TOTALES	3,129,064	3,129,064	3,157,543	
DÉPENSES		0		
Frais de personnel	1,985,192	1,985,192	2,065,691	-4%
Dépenses d'investissement	30,500	30,500	93,500	-207%
Consultance	15,000	15,000	0	100%
Déplacements officiels	165,978	165,978	159,790	4%
Dépenses générales et de fonctionnement	670,394	670,394	557,162	17%
Développement professionnel du personnel	50,000	50,000	70,000	-40%
Manifestations spéciales (Conférence du PROE)	212,000	212,000	211,400	0%
Formations et ateliers	0	0	0	
DÉPENSES TOTALES	3,129,064	3,129,064	3,157,543	
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	0	0	0	

Tableau 3 : Budget de base moins dépenses par poste de dépense

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL			
(montants en dollars É.-U.)			
	Budget approuvé 2015	Budget révisé 2015	Budget 2016
RECETTES			
Financement de programmes			
Australie	3,291,668	3,291,668	2,912,845
NZAid	967,455	967,455	975,656
Financement de projets			
Banque asiatique de développement	1,146,220	1,146,220	1,263,653
Union européenne	3,024,879	3,024,879	1,730,645
France	58,788	58,788	83,195
GIZ	267,585	267,585	36,985
Gouvernement finlandais	1,089,992	1,089,992	1,482,300
Gouvernement allemand	1,602,197	1,602,197	1,272,522
Gouvernement sud-coréen	0	0	160,641
OMI	50,000	50,000	93,987
UICN			140,728
Nouvelle-Zélande			1,291,518
NOAA	60,000	60,000	35,078
Convention de Ramsar	75,705	75,705	0
CPS-UE	261,542	261,542	29,534
PNUD-Australie	317,183	317,183	0
PNUD-FEM	0	0	570,486
PNUE-CE	360,196	360,196	235,238
PNUE-FEM	2,507,128	2,507,128	1,792,644
PNUE	30,000	30,000	272,152
USAID	692,599	692,599	160,500
Bureau météorologique britannique			305,300
Bureau météorologique mondial			301,528
Autres bailleurs	934,302	934,302	522,650
Non garanti	205,874	205,874	267,757
Recettes totales	16,943,313	16,943,313	15,937,542
DÉPENSES			
Changement climatique	4,675,379	4,675,379	5,270,882
Biodiversité et gestion écosystémique	4,943,923	4,943,923	3,144,259
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	4,491,173	4,491,173	4,945,417
Surveillance et gouvernance environnementale	1,703,649	1,703,649	1,468,543
Direction générale et services administratifs	1,129,189	1,129,189	1,108,441
Dépenses totales	16,943,313	16,943,313	15,937,542
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	0	0	0

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL			
(montants en dollars É.-U.)			
	Budget approuvé 2015	Budget révisé 2015	Budget 2016
RECETTES			
Financement de programmes			
Australie	3,291,668	3,291,668	2,912,845
NZAid	967,455	967,455	975,656
Financement de projets			
Banque asiatique de développement	1,146,220	1,146,220	1,263,653
Union européenne	3,024,879	3,024,879	1,730,645
France	58,788	58,788	83,195
GIZ	267,585	267,585	36,985
Gouvernement finlandais	1,089,992	1,089,992	1,482,300
Gouvernement allemand	1,602,197	1,602,197	1,272,522
Gouvernement sud-coréen	0	0	160,641
OMI	50,000	50,000	93,987
UICN			140,728
Nouvelle-Zélande			1,291,518
NOAA	60,000	60,000	35,078
Convention de Ramsar	75,705	75,705	0
CPS-UE	261,542	261,542	29,534
PNUD-Australie	317,183	317,183	0
PNUD-FEM	0	0	570,486
PNUE-CE	360,196	360,196	235,238
PNUE-FEM	2,507,128	2,507,128	1,792,644
PNUE	30,000	30,000	272,152
USAID	692,599	692,599	160,500
Bureau météorologique britannique			305,300
Bureau météorologique mondial			301,528
Autres bailleurs	934,302	934,302	522,650
À identifier	205,874	205,874	267,757
Recettes totales	16,943,313	16,943,313	15,937,542
DÉPENSES			
Frais de personnel	5,486,468	5,486,468	4,918,403
Consultance	1,968,600	1,968,600	4,172,419
Frais généraux et de fonctionnement	1,782,832	1,782,832	1,197,751
Frais d'investissement	62,326	62,326	21,678
Déplacements officiels	764,647	764,647	685,850
Formation (y compris ateliers et réunions)	5,265,957	5,265,957	2,270,607
Subventions	1,612,483	1,612,483	2,670,834
Dépenses totales	16,943,313	16,943,313	15,937,542
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	0	0	0

COMPOSITION DES FINANCEMENTS - PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2016			
		% du Total	
SOURCES DE FINANCEMENT DU BUDGET		Budget	TOTAUX
I) Budget de base			1,140,134
- Contributions actuelles des Membres	5.6%	1,069,774	
- Contributions supplémentaires des Membres	0.0%	-	
- Arriérés de contribution	0.3%	50,000	
- Contributions du pays hôte (Samoa)	0.1%	20,360	
II) Autres produits			230,000
- Intérêts	0.7%	130,000	
- Autres recettes	0.5%	100,000	
III) Services de gestion des programmes			1,487,409
- Services de gestion des programmes	7.8%	1,487,409	
IV) Financement externe			
A). Financement bilatéral			5,482,331
Australie			
- Gouvernement australien - extrabudgétaire	15.3%	2,912,845	
- Gouvernement australien - hors extrabudgétaire	0.1%	23,540	
France			
- Gouvernement français	0.4%	83,195	
Japon	0.0%		
Nouvelle-Zélande			
- NZAID extrabudgétaire	5.1%	975,656	
- NZAID hors extrabudgétaire	6.8%	1,291,518	
É.-U.			
- USAID	0.8%	160,500	
- NOAA	0.2%	35,078	
B). Financement multilatéral			10,018,088
- Banque asiatique de développement	6.6%	1,263,653	
- Union européenne	9.1%	1,730,645	
- Organisation pour l'alimentation et l'agriculture / FEM	0.3%	51,505	
- Gouvernement finlandais	7.8%	1,482,300	
- Gouvernement sud-coréen	0.8%	160,641	
- GIZ	0.2%	36,985	
- Gouvernement allemand	6.7%	1,272,522	
- Organisation maritime internationale	0.5%	93,987	
- UICN	0.7%	140,728	
- Trust PEW	0.8%	157,758	
- Secrétariat de la Convention de Ramsar	0.0%	-	
- République de Chine	0.8%	150,000	
- Programme des Nations Unies pour le développement / FEM	3.0%	570,502	
- Programme des Nations Unies pour l'environnement / CE	1.2%	235,238	
- Programme des Nations Unies pour l'environnement / FEM	9.4%	1,792,644	
- Programme des Nations Unies pour l'environnement	1.4%	272,152	
- Bureau météorologique du Royaume-Uni	1.6%	305,300	
OMM	1.6%	301,528	
C). Autres			319,365
- Autres bailleurs	1.7%	319,365	
TOTAL FINANCEMENTS IDENTIFIÉS			\$18,677,328
TOTAL FINANCEMENTS À IDENTIFIER	2.2%		\$417,757
TOTAL PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES	100.0%		\$19,095,085

BARÈME ET ALLOCATIONS DES CONTRIBUTIONS DES MEMBRES			
POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016			
		<i>Barème approuvé du PROE</i>	Quotes-parts actuelles
		%	\$
Samoa américaines		0.952%	10,184
Australie		17.304%	185,106
Îles Cook		0.952%	10,184
États fédérés de Micronésie		0.952%	10,184
Fidji		1.903%	20,360
France		12.545%	134,202
Polynésie française		1.903%	20,360
Guam		1.903%	20,360
Kiribati		0.952%	10,184
Îles Marshall		0.952%	10,184
Nauru		0.952%	10,184
Nouvelle-Calédonie		1.903%	20,360
Nouvelle-Zélande		12.545%	134,202
Nioué		0.952%	10,184
Mariannes du Nord		0.952%	10,184
Palaos		0.952%	10,184
Papouasie-Nouvelle-Guinée		1.903%	20,360
Samoa		1.903%	20,360
Îles Salomon		1.903%	20,360
Tokélaou		0.952%	10,184
Tonga		0.952%	10,184
Tuvalu		0.952%	10,184
Royaume-Uni		12.545%	134,202
États-Unis d'Amérique		17.461%	186,787
Vanuatu		1.903%	20,360
Îles Wallis et Futuna		0.952%	10,184
Total		100.000%	1,069,774

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE

But : D'ici 2015, tous les Membres auront renforcé leur capacité de riposte au changement climatique en améliorant leurs politiques, en mettant en œuvre des mesures pratiques d'adaptation, en améliorant la résistance des écosystèmes aux impacts du changement climatique et en exécutant des initiatives visant un développement à faible intensité de carbone

Contexte stratégique

Comme le Plan stratégique actuel s'étend jusqu'en 2016, la division Changement climatique continuera de s'occuper de la priorité 1 visant à soutenir les priorités nationales¹ en matière de changement climatique dans le contexte de leurs objectifs et plans en matière de développement durable².

En 2016, le PROE continuera de veiller à l'efficacité des collaborations et des partenariats impliqués dans les prestations d'appui et d'assistance technique grâce à des programmes comme le Programme pilote de protection contre les chocs climatiques (PPCR) ; le Fonds spécial pour le climat par le biais de la BASD ; le Fonds de développement australien pour l'information climatique (ICLIM) ; le soutien de la NOAA et de la COI pour les systèmes d'observation de l'océan ; le projet de réduction de la vulnérabilité des communautés du Pacifique insulaire du gouvernement finlandais, et la politique et la stratégie d'action de la Nouvelle-Calédonie en matière de changement climatique avec le soutien du Fonds pacifique français.

Les activités phares prévues pour 2016 comprennent également :

- Collaboration avec l'OMM pour renforcer les services climatologiques et climatiques dans le Pacifique.
- Examen de la Stratégie météorologique des îles du Pacifique.
- Mise en œuvre du plan de transition du COSPPac en partenariat avec le gouvernement australien et le BoM.
- Mise en œuvre d'un nouveau projet lié à l'acidification des océans financé par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande.
- Promotion et soutien à la mise en œuvre de la Stratégie en faveur d'un développement à l'épreuve du changement climatique et des catastrophes dans le Pacifique (SRDP).
- Poursuite de la mise en œuvre du projet de la République de Corée relatif à la prévision climatique dans le Pacifique.

¹Le terme « national » inclut tous les autres niveaux : provincial, îles périphériques, communautaire et local.

²Dans ce contexte, par « plans », il faut entendre les plans, politiques, stratégies et activités nationales et du secteur du développement.

- Poursuite de la collaboration entre l'UE et la GIZ autour du programme d'adaptation au changement climatique et aux énergies renouvelables (ACSE).
- Collaboration entre la CPS et l'AMCC (UE) concernant le projet sur les petits États insulaires océaniques (PSIS) et le développement d'une nouvelle
- disposition relative au développement d'un soutien continu en vue d'accroître les capacités nationales d'accès aux ressources sur le changement climatique pour une mise en œuvre sur le terrain.
- Fournir des formations et un soutien en matière de communication sur les processus et les négociations de la CCNUCC.
- Appuyer le rôle du PROE en tant qu'entité régionale de mise en œuvre auprès du Fonds vert pour le climat et du Fonds d'adaptation.
- Développement de programmes de formation pour le Centre océanique sur le changement climatique.

Support for the delivery of the outputs under this Programme will be provided by:

Name	Position
Netatua PELESIKOTI	Directrice de la division Changement climatique
Joyce TULUA	Secrétaire de la Directrice/Assistante de division
Espen RONNEBERG	Conseiller en changement climatique
Diane MCFADZIEN	Conseillère en adaptation au changement climatique
Tagaloa COOPER	Conseillère en coordination sur le changement climatique (en collaboration avec la CPS)
Azare! MARINER	Agent technique sur le changement climatique
Salesa NIHMEI	Spécialiste de la météorologie et de la climatologie
Makelesi GONELEVU	Spécialiste de la gestion des connaissances
Christina LEALA-GALE	Responsable du projet FINPAC
Priscilla OLANO	Assistant technique — Portail océanique sur le changement climatique
Andrea VOLENTRAS	Responsable du projet PPCR
Aaron BUNCLE	Spécialiste de l'intégration du PPCR
Satui BENTIN	Spécialiste du mécanisme régional de soutien technique du PPCR
Veronica LEVI	Spécialiste de l'approvisionnement pour le PPCR
Tommy MOORE	Coordinateur du Système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique
Sunny Seuseu	Coordinateur des services de prévision climatique (CliPSCo)
Michinobu AOYAMA	Spécialiste du changement climatique du Pacifique
Peniamina Leavai	Climate Change Finance Expert (PACMAS secondment)
Vacant	Conseiller financier spécialisé en changement climatique

Composante : CC1 – Mise en œuvre de mesures d'adaptation

BUT : Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																		
CC1 : Mise en œuvre de mesures d'adaptation																						
CC1.1 – Stratégie : Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe																						
C1.1.1 L'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, est intégrée dans les politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels et mise en œuvre grâce à des dispositions institutionnelles coordonnées favorables à tous les niveaux et dans tous les secteurs ; les activités d'adaptation et d'atténuation sont intégrées pour éviter tout effet délétère sur les écosystèmes.	1.1.1.1 Au moins 10 ÉTIO ont intégré l'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, et la réduction des risques dans leurs stratégies nationales de développement durable (SNDD), ou leurs équivalents, et des ressources ont été mobilisées en vue de leur mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant intégré l'adaptation au changement climatique dans leurs stratégies nationales de développement durable et dans leurs cadres d'orientation nationaux. 	<ol style="list-style-type: none"> Soutenir de manière permanente l'examen institutionnel en matière de changement climatique, le renforcement des capacités, le développement de politiques et le renforcement de la mise en œuvre de projets tels que les nouveaux projets de l'USAID sur les capacités institutionnelles en faveur de l'adaptation dans les pays insulaires océaniques. Soutenir deux Membres au moins pour les aider à examiner leurs stratégies nationales communes d'adaptation au changement climatique et à minimiser les risques liés aux catastrophes, en les alignant sur leurs stratégies nationales de développement durable et la SRDP³. Intégration achevée des stratégies d'adaptation au changement climatique et de minimisation des risques liés aux catastrophes et outils développés, y compris le renforcement des capacités à Tuvalu et dans les EFM (PPCR), et partage effectué d'outils de formation et de méthodologies avec le système de suivi national du PPCR et les pays hors PPCR. Formuler des commentaires relatifs au développement du Centre océanien sur le changement climatique (PCCC) et à son programme de mise en œuvre. 	<p align="center">Sous Total – 596,897</p> <table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="right">49,300</td> <td align="right">547,597</td> <td align="center">-</td> </tr> </table> <p align="center">Source de financement</p> <table border="1"> <tr> <td>ADB</td> <td align="right">370,445</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td align="right">54,497</td> </tr> <tr> <td>Prog. Support</td> <td align="right">1,665</td> </tr> <tr> <td>SPC-EC</td> <td align="right">2,790</td> </tr> <tr> <td>USAID</td> <td align="right">160,500</td> </tr> <tr> <td>Unsecured</td> <td align="right">7,000</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	49,300	547,597	-	ADB	370,445	AUXB	54,497	Prog. Support	1,665	SPC-EC	2,790	USAID	160,500	Unsecured	7,000
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																			
49,300	547,597	-																				
ADB	370,445																					
AUXB	54,497																					
Prog. Support	1,665																					
SPC-EC	2,790																					
USAID	160,500																					
Unsecured	7,000																					
	1.1.1.2 D'ici 2015, les enseignements des efforts d'adaptation déployés dans la région — y compris dans le cadre du Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) — auront été documentés dans tous les pays participants et reproduits dans d'autres secteurs dans au moins cinq pays participant à ce projet.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant documenté les enseignements du PACC et d'autres initiatives. 	<ol style="list-style-type: none"> Des produits d'adaptation de la gestion des connaissances (particulièrement les enseignements obtenus) sont largement distribués aux pays membres, de même que les expériences sont échangées, servant de base à l'élaboration de nouveaux projets. Les produits de la connaissance et de l'information (voir supra) sont appliqués dans le cadre d'une planification de l'adaptation plus efficace dans au moins deux pays. Démontrer, dans au moins deux secteurs, l'usage de la climatologie et des services climatiques en vue d'améliorer la planification, la mise en application et le suivi-évaluation de l'adaptation au changement climatique et de la minimisation des risques liés aux catastrophes 	<p align="center">Sous Total – 64,971</p> <table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="right">61,026</td> <td align="right">3,945</td> <td align="center">-</td> </tr> </table> <p align="center">Source de financement</p> <table border="1"> <tr> <td>AUXB</td> <td align="right">38,378</td> </tr> <tr> <td>Prog. Support</td> <td align="right">1,480</td> </tr> <tr> <td>Unsecured</td> <td align="right">25,114</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	61,026	3,945	-	AUXB	38,378	Prog. Support	1,480	Unsecured	25,114						
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																				
61,026	3,945	-																				
AUXB	38,378																					
Prog. Support	1,480																					
Unsecured	25,114																					

³ Stratégie en faveur d'un développement à l'épreuve du changement climatique et des catastrophes dans le Pacifique.

PRIORITY 1: CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																						
		<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant reproduit ces enseignements dans d'autres secteurs. 	<ol style="list-style-type: none"> Au moins deux Membres développent de nouveaux projets d'adaptation, se fondant sur et reproduisant les enseignements tirés des projets PACC et USAID s'il y a lieu. Veillez vous référer aux activités de la cible 1.1.1.1 également pertinentes pour cet indicateur. 																							
CC1.2 – Strategy: Improve cooperative partnerships and engagement of all relevant regional and international stakeholders and strengthen coordinated action on reducing risks of climate change impacts consistent with the revised Pacific Islands Framework for Action on Climate Change, in support of national initiatives and priorities.																										
C1.1.2 Initiatives et activités régionales sur le changement climatique bien coordonnées, cohérentes et menées en partenariat	1.1.2.1 D'ici 2015, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation satisfaisante de la coordination des activités d'adaptation Nombre des mécanismes de coordination régionaux. 	<ol style="list-style-type: none"> Entretien et actualiser la base de données du PCCP⁴ relative aux projets régionaux et les profils de pays. Participation à toutes les réunions pertinentes des Partenaires de développement sur le changement climatique (DPCC). Participation au Sous-comité du CORP sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes, et à son groupe de travail (WACC). Faire rapport, comme il se doit, sur les activités régionales en matière de changement climatique, et soumettre les autres rapports requis par l'ONU. Élaborer un programme de travail exhaustif pour le Centre océanien sur le changement climatique, en collaboration avec la JICA et les autres partenaires requis. 	Sous Total – 1,029,327																						
		<ul style="list-style-type: none"> Systèmes de gestion régionaux et efficaces en place pour appuyer la réalisation des projets. 	<ol style="list-style-type: none"> Renforcer le partenariat du PROE en matière de gestion de l'adaptation et de la minimisation des risques avec les Membres, la CPS, le PIF et les autres organisations pour la mise en œuvre de la SRDP, des cadres directeurs régionaux et nationaux pertinents et des stratégies d'action. Expertise technique relative au mécanisme régional de soutien technique (RTSM) déployée dans les pays membres. Viabilité du Fonds d'intervention rapide résolue grâce à un partenaire de développement et aux propositions des mécanismes de financement multilatéral. Mise en œuvre effective du nouveau projet financé par la CPS et USAID relatif au renforcement des capacités dans le cadre de l'adaptation au changement climatique. Voir le point susmentionné au sujet du programme de travail du Centre océanien sur le changement climatique. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 30%;">Frais de personnel</th> <th style="width: 30%;">Frais de fonctionnement</th> <th style="width: 30%;">Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: right;">93,292</td> <td style="text-align: right;">936,034</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">ADB</td> <td style="text-align: right;">893,208</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">AUXB</td> <td style="text-align: right;">85,698</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Prog. Support</td> <td style="text-align: right;">1,665</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">SPC-EC</td> <td style="text-align: right;">26,743</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Unsecured</td> <td style="text-align: right;">22,013</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	93,292	936,034	-	Source de financement			ADB	893,208		AUXB	85,698		Prog. Support	1,665		SPC-EC	26,743		Unsecured
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																								
93,292	936,034	-																								
Source de financement																										
ADB	893,208																									
AUXB	85,698																									
Prog. Support	1,665																									
SPC-EC	26,743																									
Unsecured	22,013																									

⁴ Portail océanien sur le changement climatique (PCCP).

PRIORITY 1: CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD		
C1.1.3 Le financement et l'aide technique offerts par les partenaires de développement dans le domaine du changement climatique sont coordonnés et harmonisés afin de maximiser les avantages pour les Membres.	1.1.3.1 D'ici 2015, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté ; augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre.	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation en pourcentage des financements annuels consacrés à l'adaptation par rapport au niveau de 2010. Augmentation en pourcentage du nombre annuel de projets d'adaptation mis en œuvre par rapport au niveau de 2010. 	<ol style="list-style-type: none"> Développement et financement viable grâce au Fonds vert pour le climat d'au moins deux nouveaux projets d'adaptation. Élaboration et financement par l'intermédiaire du Fonds d'adaptation d'au moins une nouvelle proposition en matière d'adaptation. Élaboration d'au moins une nouvelle proposition en matière d'adaptation pour d'autres fonds relatifs au changement climatique. 	Sous-total – 148,281		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				129,099	19,182	-
Source de financement				AUXB	126,273	
				Unsecured	20,343	
				Prog. Support	1,665	
CC2 : Amélioration de la capacité, des connaissances et de la compréhension du changement climatique et de la réduction des risques CC2.1 – Stratégie : Développer et renforcer les capacités d'exécution de programmes de recherche appliquée, d'observation et de surveillance météorologiques pour améliorer la compréhension, la sensibilisation et les applications de riposte ciblée au changement climatique et de réduction associée des risques de catastrophes						
C1.2.1a Capacités d'adaptation et de réduction des risques renforcées et processus décisionnels et actions fondés sur un système intégré mis en œuvre grâce à une meilleure compréhension des tendances, prévisions et impacts du changement climatique et des phénomènes extrêmes	1.2.1.1 D'ici 2015, au moins 10 Membres auront renforcé leur capacité institutionnelle et disposeront des compétences régionales et nationales nécessaires pour utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe lors de la prise de décision et de l'élaboration de politiques éclairées.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres utilisant les informations relatives au changement climatique et à la minimisation des risques liés aux catastrophes pour élaborer la politique nationale de développement. 	<ol style="list-style-type: none"> Collaboration avec l'APCC⁵ et le PIFS⁶ en vue de soutenir les SMHN⁷ des îles Cook, des Fidji, des ÉFM, de Kiribati, des îles Marshall, de Nauru, de Nioué, des Palaos, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Samoa, des îles Salomon, des Tonga, de Tuvalu, du Vanuatu afin d'augmenter leurs capacités en matière de prévision climatique. Données relatives à la localisation des éclairs rendues disponibles pour les Fidji, le Samoa, les Tonga, les îles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et les produits hébergés sur le web seront fournis aux îles Cook, aux ÉFM, à Kiribati, aux îles Marshall, à Nioué, aux Palaos, à Tuvalu, au Vanuatu grâce au projet FINPAC. Lancement d'un recueil de bonnes pratiques sur les services climatologiques par l'intermédiaire du projet FINPAC, de l'OMM et du BoM. Développement d'outils de sensibilisation pour 13 SMHN dans le Pacifique grâce au FINPAC. Soutenir les pays afin de leur permettre d'intégrer les mesures relatives à l'acidification des océans dans leur politique nationale et de prendre des décisions avisées en matière d'acidification des océans, en partenariat avec la Nouvelle-Zélande, l'USP et la CPS. Offrir des formations en matière de médias aux SMHN et aux organes de presse aux Palaos, aux Fidji, dans les ÉFM, en Papouasie-Nouvelle-Guinée dans le cadre du FINPAC. 	Sous total – 756,223		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				249,541	506,682	-
Source de financement				AUXB	79,191	
				Govt. of Finland	491,255	
				Prog. Support NZXXB	1,665	
				PIFS/Govt. of South Korea	42,764	
				Unsecured	127,467	
				PIFS/Govt. of South Korea	13,883	

⁵ APCC - Centre de climatologie de l'APEC

⁶ PIFS - Secrétariat général du Forum des îles du Pacifique

⁷ SMHN - Services météorologiques et hydrologiques nationaux

PRIORITY 1: CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD		
C1.2.1b Applications de la gestion du changement climatique et des risques améliorées dans les pays et territoires insulaires océaniques grâce à la collecte, à l'analyse et au partage systématiques des informations en tenant compte des situations sociales et économiques et des connaissances traditionnelles	1.2.1.2 D'ici 2011, élaboration d'un portail sur le changement climatique et exécution d'au moins cinq programmes de sensibilisation et stratégies de communication pour faciliter l'échange d'information dans les principaux secteurs.	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère opérationnel et des fonctionnalités du PCCP et des portails nationaux. • Mises à jour, rapports, aperçus bimensuels. • Liens vers les partenaires et vers les sites web/portails intéressants grâce à des technologies fondées sur les données libres. • Nombre de réunions du comité et de rapports de réunion. • Nombre de participations aux activités de sensibilisation et de rapports de déplacements officiels. • Rapport de Google Analytics indiquant une augmentation du nombre de visites et de l'activité. • Nombre de stages de formation et de détachements effectifs. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Assurer l'entretien permanent du PCCP par des mises à jour régulières des différents types de contenus et un soutien technique. 2. Mise en œuvre de projets d'activités dans le cadre du réseau ICLIM en partenariat avec l'université Griffith grâce à l'apport d'un appui technique aux portails nationaux des Fidji, des Tonga, du Vanuatu, au développement d'outils d'aide à la décision, à l'élaboration de normes et de directives relatives à la gestion des informations régionales, etc. 3. Mise en œuvre des activités liées à l'Oriel Open Knowledge Hub en partenariat avec l'université de Sussex. 4. Convoquer et présider le comité consultatif et technique du PCCP et participer à d'autres réunions utiles. 5. Continuer à compiler les questions liées aux utilisateurs finaux, à identifier les lacunes et les besoins des utilisateurs. 6. Mener des activités utiles de sensibilisation régionale et de renforcement des capacités. 7. Diffuser des annonces/informations pertinentes sur le changement climatique à travers le PaCCIN. 	Sous Total – 106,589		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
			44,100	62,489	-	
Source de financement						
			AUXB	18,111		
			Prog. Support	1,480		
			NZXXB	55,089		
			Unsecured	31,909		
		<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de programmes et d'initiatives de sensibilisation et de communication réalisés dans le domaine du changement climatique. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sensibiliser la région à l'acidification des océans grâce à des campagnes ciblées dans des pays pilotes sélectionnés, en collaboration avec la Nouvelle-Zélande, l'UPS et la CPS. 2. Poursuivre la diffusion du bulletin mensuel <i>Climate Change Matters</i>. 3. Se référer à la cible 1.2.1.4 concernant l'OCOF et autres outils et activités de communication. 			

PRIORITY 1: CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD		
C1.2.1c Prestation de services météorologiques régionaux adéquates afin d'assurer l'accès en temps utile à des informations météorologiques et océanographiques de qualité	1.2.1.3 Toutes les priorités de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS) sont mises en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Proportion des recommandations issues de l'examen des services météorologiques régionaux mises en œuvre. 	<ol style="list-style-type: none"> Soutenir et coordonner les réunions du Groupe spécial sur les services climatologiques dans les îles du Pacifique (PICS) afin de fournir des orientations concernant la mise en œuvre du GFCS⁸. Mise en œuvre du GFCS grâce à l'exploration des CCR⁹, du NCOF¹⁰, du PICO¹¹, avec le soutien du Canada à travers l'OMM. Élaboration de deux résumés d'une page sur les services climatologiques à Kiribati, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Tonga à partir des ateliers de consultation nationaux, avec le soutien du Canada à travers l'OMM. Soutenir l'élaboration de politiques nationales en matière de sécheresses dans trois pays insulaires océaniques, avec l'aide du Canada à travers l'OMM. Renforcement des capacités des SMHN de 14 pays insulaires océaniques au niveau de l'IT¹² de base afin de leur permettre de fournir des services climatologiques plus efficaces. Examen de mi-parcours de la Stratégie météorologique des îles du Pacifique pour présentation devant le CMO¹³ et la Conférence du PROE de 2016, lettres d'accord avec l'OMM à l'appui. Soutenir la coordination des groupes de travail du CMO afin de renforcer les services météorologiques et climatologiques, encouragée grâce aux lettres d'accord avec l'OMM. Évaluer, actualiser et mettre en œuvre le plan d'action du Groupe spécial sur les services climatologiques dans les îles du Pacifique en matière de services climatologiques dans le Pacifique. Achever la réalisation de rapports d'évaluation des capacités en matière de services climatologiques dans au moins deux pays. Continuer à soutenir et à promouvoir les efforts d'observation régionaux et internationaux, comme le programme Argo. 	Sous total – 428,155		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				78,770	349,385	-
				Source of Funding		
				AUXB	46,854	
NOAA	35,078					
PIFS/Govt. of South Korea	16,930					
WMO	301,528					
Unsecured	27,765					

⁸ GFCS - Cadre général pour les services climatiques.

⁹ CCR - Centre climatologique régional.

¹⁰ NCOF - Forum national de prévision climatique.

¹¹ PICO¹¹ - Forum de prévision climatique des îles du Pacifique.

¹² IT - Information Technology

¹³ CMO - Conseil météorologique océanique.

PRIORITY 1: CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD			
	1.2.1.4 D'ici 2015, au moins 14 services météorologiques nationaux auront amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanien et les prévisions en la matière et se seront dotés de bases de données nationales sur le climat et les catastrophes naturelles projections; and have installed and implemented national climate and disaster databases	<ul style="list-style-type: none"> The number of national meteorological services with national climate and disaster databases. 	1. Installation et formation des SMHN aux Fidji, aux Tonga, à Samoa, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux îles Salomon concernant l'utilisation du SmartAlert en vue de renforcer leurs capacités d'alerte nationales, avec le soutien du Projet FINPAC.	Sous Total -1,426,225			
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
		115,302	1,310,923	-	Source de financement		
					AUXB	79,595	
			Govt. of Finland	991,043			
			Prog. Support	1,480			
			PIFS/Govt. of South Korea	8,122			
			UK Met. Office	305,300			
			Unsecured	40,685			
		<ul style="list-style-type: none"> Niveau de soutien visé pour les services météorologiques nationaux. 	<ol style="list-style-type: none"> Amélioration du réseau synoptique de base régional (RSBR) des stations des SMHN des îles Cook, des Fidji, des ÉFM, de Kiribati, des îles Marshall, de Nioué, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Palos des îles Salomon, des Tonga, de Tuvalu et du Vanuatu dans la région du Pacifique afin de renforcer les réseaux d'observation, grâce au projet FINPAC. Soutenir le gouvernement de Nauru dans la construction de la station d'observation de Nauru, grâce au FINPAC. Soutenir les opérations des stations du réseau d'observation en altitude (GUAN) dans les SMHN de Kiribati, de Tuvalu et des îles Cook grâce aux services météorologiques britanniques. Aider les SMHN à améliorer leurs services climatologiques grâce aux opérations liées au SCOPIC¹⁴, et à l'OCOF mensuellement¹⁵. Soutenir le programme de transition du COSSPac dans la mise en place d'ateliers sous-régionaux sur l'observation du climat et des océans. Soutenir de façon permanente les ateliers de renforcement des capacités sur l'observation des océans et l'application des données du DBCP (Data Buoy Cooperation Panel) dans les îles du Pacifique. Achever les ateliers de consultation de la communauté sur l'utilisation des informations météorologiques et climatologiques dans la prise de décision, pour la mise en place d'une évaluation des plans catastrophes de la communauté et la réalisation de projets pilotes de petite envergure aux Palos, aux Fidji, dans les ÉFM, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux îles Salomon, à Nioué, aux îles Marshall, aux Palos et au Vanuatu, grâce au FINPAC. Mise en œuvre de plans communautaires grâce au FINPAC. 				

¹⁴ SCOPIC - Prévisions climatiques saisonnières pour les pays insulaires océaniques.

¹⁵ OCOF - Forum de prévisions climatiques en ligne

PRIORITY 1: CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD		
CC2.2 – Strategy: Develop and implement coordinated education and awareness programmes and communication strategies across the region to enhance the capacity of Members to address climate change issues.						
C1.2.2 Les Membres ont amélioré leur prise de conscience du problème et leur capacité à répondre aux impacts du changement climatique	1.2.2.1 D'ici à 2015, au moins 14 pays ont mené à bien et documenté 2 initiatives de renforcement de leur résilience.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'initiatives durables et concrètes d'adaptation et d'atténuation sur le terrain. 	1. Mise en place de mesures pilotes dans les pays sélectionnés destinées à renforcer la résilience face à l'acidification des océans, en collaboration avec la Nouvelle-Zélande, l'USP et la CPS.	Sous Total – 422,609		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				82,383	340,226	-
				Source de financement		
		AUXB	40,322			
		NZXXB	335,665			
		Prog. Support	1,480			
		PIFS/Govt. of				
		South Korea	8,122			
		Unsecured	37,020			
CC2.3 – Strategy: Support Members to meet their obligations under the UNFCCC and related protocols and processes						
C1.2.3 Assistance fournie aux ÉTIO en vue des négociations de la CCNUCC et de la mise en œuvre des programmes à l'échelon national.	1.2.3.1 D'ici 2015, participation effective de tous ÉTIO aux principales négociations internationales sur le changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Proportion de pays insulaires océaniques participant aux négociations de la CCNUCC. 	<ol style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du Mécanisme de soutien de haut niveau en collaboration avec Climate Analytics, y compris la phase II. Réaliser une analyse relative aux effets de la COP 21 et de l'Accord de Paris pour la région du Pacifique et identifier les étapes suivantes de mise en application. Mettre en place des formations de développement des compétences en matière de négociation en vue de la COP 22 (atelier régional ; 1 réunion préparatoire d'un jour sur site). Fournir des conseils techniques aux Membres sur les questions utiles dans le cadre de l'ordre du jour de la CCNUCC, par l'intermédiaire de documents préparatoires (présentations/notes) en vue de la SB 44 et de la COP 22 et grâce à des présentations effectuées à l'occasion des réunions préparatoires susmentionnées. Fournir un soutien aux pays membres lors des réunions pertinentes de la CCNUCC, y compris : <ul style="list-style-type: none"> diffuser des supports préparatoires et des informations par courriel sur la base de la liste de diffusion des négociateurs pour le Pacifique (établie pour chaque session) ; répondre directement aux demandes des Membres, ce qui comprend la participation à l'élaboration des documents préparatoires nationaux et aux demandes des délégations, le cas échéant ; tenir des réunions de coordination dans le Pacifique, à la demande des Membres. 	Sous Total – 203,076		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				73,844	129,232	-
				Source de financement		
		AUXB	121,936			
		Climate				
		Analytics	72,240			
		Unsecured	8,900			

PRIORITY 1: CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD															
			6. Renforcer la visibilité des délégations du Pacifique et de leurs préoccupations grâce à une couverture médiatique, des événements parallèles et des stands d'exposition, le cas échéant. 7. Collaborer avec la GIZ et les autres partenaires pertinents (sur la base des études pilotes effectuées en 2015) pour poursuivre l'élaboration d'un programme de travail régional afin de remédier aux dommages et aux pertes. 8. Mettre en place un programme régional pour aider les pays à convertir les INDC en NDC.																
	1.2.3.2 Nombre accru de contributions de la région aux travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de contributions océaniques au sixième rapport du GIEC. 	1. Publication et diffusion des résultats de l'atelier d'écriture 2015 sur les services climatologiques et les meilleures pratiques. 2. Publication d'au moins deux produits issus du nouveau projet de la Nouvelle-Zélande relatif à l'acidification des océans.	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total –13,094</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">13,094</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">AUXB Prog. Support</td> <td style="text-align: center;">11,614 1,480</td> </tr> </table>	Sous Total –13,094			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	13,094	-	-	Source de financement			AUXB Prog. Support		11,614 1,480
Sous Total –13,094																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
13,094	-	-																	
Source de financement																			
AUXB Prog. Support		11,614 1,480																	
CC3 : Contribution à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) CC3.1 – Stratégie : Promouvoir le développement à faible intensité de carbone en aidant les Membres à mettre en œuvre, en partenariat avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et la Politique énergétique régionale, des mesures d'un bon rapport coût-efficacité sur les énergies renouvelables et le rendement énergétique, des technologies à faible intensité de carbone et un suivi des émissions de GES																			
C1.3.1 Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière de rendement énergétique	1.3.1.1 D'ici 2015, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de nouvelles activités en matière d'efficacité énergétique basées sur les derniers enseignements et les besoins régionaux. 	1. Développement d'au moins un nouveau projet en matière d'efficacité énergétique, par l'intermédiaire du SIDS Dock et du PCREEE.	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total – 40,757</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">39,563</td> <td style="text-align: center;">1,194</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">AUXB Prog. Support</td> <td style="text-align: center;">39,277 1,480</td> </tr> </table>	Sous Total – 40,757			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Source de financement	39,563	1,194	-	Source de financement			AUXB Prog. Support		39,277 1,480
		Sous Total – 40,757																	
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Source de financement																	
39,563	1,194	-																	
Source de financement																			
AUXB Prog. Support		39,277 1,480																	
<ul style="list-style-type: none"> Nombre de meilleures pratiques et d'enseignements tirés du projet PIGGAREP diffusés. 	1. Large diffusion de tous les produits issus du PIGGAREP.																		
C1.3.2 Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière d'énergies renouvelables	1.3.2.1 D'ici à 2016, tous les Membres auront mis en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables et seront dotés de plans pour en accroître l'utilisation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de INDC convertis en NDC. 	1. Conversion d'au moins une INDC en NDC, avec le financement nécessaire pour la mise en œuvre.	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total – 33,588</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">33,066</td> <td style="text-align: center;">523</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">AUXB Prog. Support</td> <td style="text-align: center;">32,108 1,480</td> </tr> </table>	Sous Total – 33,588			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Source de financement	33,066	523	-	Source de financement			AUXB Prog. Support		32,108 1,480
		Sous Total – 33,588																	
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Source de financement																	
33,066	523	-																	
Source de financement																			
AUXB Prog. Support		32,108 1,480																	

PRIORITY 1: CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD		
		<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres mettant en œuvre des projets en matière d'énergies renouvelables. 	1. Soutien d'au moins un pays à travers le programme EU/GIZ/ACSE.			
C1.3.3 Inventaires de gaz à effet de serre et évaluations des besoins techniques réalisés	1.3.3.1 D'ici 2015, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de nouveaux inventaires de GES, et de bases de référence BUR et NDC achevées d'ici 2016. 	<ol style="list-style-type: none"> Veillez vous référer à la cible 1.3.2.1. Fournir une assistance aux pays pour les aider à développer leurs inventaires ou BUR s'il y a lieu. 	Sous Total – 19,591		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				19,591	-	-
				Source de financement		
		AUXB Prog. Support	18,111 1,480			
C1.3.4 Appui fourni pour renforcer la capacité des Membres et sensibilisation aux mécanismes internationaux de compensation des émissions de carbone	1.3.4.1 D'ici à 2016, davantage de pays participent à des programmes de réduction des émissions de carbone.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'autorités nationales désignées établies dans le cadre des nouveaux mécanismes de Paris d'ici 2016. 	<ol style="list-style-type: none"> Sensibiliser et renforcer les capacités afin de mettre en œuvre les nouveaux mécanismes de Paris relatifs à l'atténuation. Fournir une assistance sur place aux pays s'il y a lieu. 	Sous Total – 0		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				-	-	-
				Source de financement		

TOTAL PRIORITÉ 1	Frais de personnel	\$ 1,081,970
	Frais de fonctionnement	\$ 4,207,414
	Frais d'investissement	\$-
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>\$ 5,289,384</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES en USD	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	649,142
	Govt. of Finland	113,580
	Prog Support	18,500
	PIFS/Govt. of South Korea	81,220
	SPC-EC	27,898
	Unsecured	191,630
Frais de fonctionnement :	ADB	1,263,653
	AUXB	142,822
	Climate Analytics	72,240
	Govt. of Finland	1,368,720
	NOAA	35,078
	NZXXB	433,518
	SPC-EC	1,635
	UKMO	305,300
	PIFS/Govt of South Korea	79,421
	WMO	301,528
	USAID	160,500
	Unsecured	43,000
Frais d'investissement :	-	-
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	5,054,754	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	234,630	

BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY	AMOUNT
Cook Islands	85,121
Fiji	312,531
Federated States of Micronesia	157,230
Kiribati	183,536
Republic of Marshall Islands	83,030
Nauru	78,698
New Caledonia	3,582
Niue	7,000
Papua New Guinea	121,030
Palau	111,930
Solomon Islands	115,230
Tonga	82,029
Tuvalu	223,949
Vanuatu	82,529
Samoa	89,730
Regional (includes Salaries)	3,552,229
TOTAL BUDGET	5,289,384

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

BUT : D'ici 2015, tous les Membres auront amélioré la gestion durable des écosystèmes et de la biodiversité insulaires et océaniques pour le bien des communautés, des modes de subsistance et des objectifs nationaux de développement durable, grâce à une compréhension accrue de la gestion écosystémique et à la mise en œuvre des Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité.

Contexte stratégique

La division Biodiversité et gestion écosystémique : fournira un soutien technique et consultatif aux Membres en vue de la révision et de la mise en œuvre de leurs Plans d'action nationaux et de leurs stratégies pour la biodiversité et leurs équivalents ; contribuera à une meilleure compréhension de la contribution des écosystèmes terrestres et côtiers en bonne santé et bien gérés au développement durable et à la résistance aux impacts ; apportera une assistance technique axée sur l'adaptation écosystémique au changement climatique ; favorisera la conservation et la gestion des espèces menacées et migratrices, et contribuera à la prévention et à la lutte contre les espèces envahissantes. La conservation et la gestion des espèces seront améliorées en encourageant la bonne mise en œuvre des accords internationaux et en appuyant des politiques et programmes régionaux d'un bon rapport coût-efficacité.

Les principales activités prévues pour 2016 comprennent :

Écosystèmes insulaires et océaniques

- Poursuivre la mise en œuvre des grands projets, tels que : GEF-PAS IIB et IS, MACBIO, Adaptation écosystémique du Pacifique au changement climatique (PEBACC).
- Compléter la phase de démarrage du projet régional PNUE-FEM ABS.
- Suivre et faire état de la mise en œuvre du Cadre régional pour la conservation de la nature et les aires protégées.
- Organiser une réunion préparatoire à la CdP 13 de la CBD et à la CdP 17 de la CITES.
- Développer et coordonner les activités de la campagne du Voyage Pacifique qui vise le prochain Congrès mondial de la nature de l'UICN en 2016, la 13^e Conférence des Parties de la CBD et d'autres manifestations d'envergure.
- Finaliser, publier et promouvoir le rapport BIORAP de Tuvalu.
- Rendre des avis sur la planification, la gestion et la mise en œuvre des AMP par le biais de projets d'aménagement de l'espace maritime.

- Appuyer la mise en œuvre de l'atelier consacré à l'Initiative océans durables dans la région océanique avec la CBD, le SOI, l'AAMP, le PIFS et le CSIRO.
- Fournir un appui technique par le biais du Groupe de travail du secteur marin et du Bureau du commissaire de l'océan Pacifique (OPOC) afin de faire avancer la contribution de la région océanique dans le processus de Nations Unies sur les zones et la biodiversité situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ-BBNJ).

Espèces menacées et migratrices

- Développer le plan d'action sur les requins et les raies afin d'aider les membres du PROE à promouvoir la conservation et la gestion durable de ces espèces.
- Mettre en œuvre les activités prévues au cours de l'Année océanique de la baleine, dont le but consiste à améliorer la conservation des cétacés.
- Assister le gouvernement des îles Salomon dans la préparation d'un plan de gestion pour le dauphin des îles Salomon.
- Appuyer la Papouasie-Nouvelle-Guinée concernant la proposition d'amendements de la législation relative aux cétacés.
- Soutenir les réseaux locaux de surveillance des tortues marines, en particulier par le biais du projet NZDOC.
- Examiner le niveau de capture accessoire des espèces menacées dans la pêche commerciale d'après les rapports d'analyse des observateurs.
- Promouvoir l'adhésion à la CITES des pays insulaires du Pacifique.

Espèces envahissantes

- Coordonner la préparation du Projet régional océanique sur les espèces envahissantes pour examen par le FEM-6, et soumission au Secrétariat du PNUE et du FEM.
- Poursuivre la mise en œuvre du projet sur les espèces envahissantes de l'Alliance FEM-Pacifique dans les pays participants.

- Poursuivre la campagne régionale de vulgarisation et de sensibilisation aux espèces envahissantes afin de mieux faire comprendre l'importance du message : « Espèces envahissantes : la responsabilité de tous. »
- Améliorer la gestion des connaissances au niveau régional afin de s'assurer que les informations disponibles sur les espèces envahissantes soient à jour et accessibles.
- Insister sur la biosécurité interinsulaire et la gestion des espèces envahissantes établies dans le cadre du projet de législation sur l'harmonisation de la biosécurité de la CPS, préparé conjointement par la CPS et d'autres organisations du CROP.
- Coordonner le Partenariat océanique sur les espèces envahissantes (PIP) et préparer avec les membres du partenariat des projets destinés à répondre aux priorités identifiées dans la Stratégie océanique de renforcement des capacités sur les espèces envahissantes.
- Mener à bien le Plan d'action 2016-2017 du Partenariat océanique sur les espèces envahissantes (PIP).
Faciliter la mise en place d'équipes du PILN dans les pays membres qui ne disposent pas d'équipes interdisciplinaires sur les espèces envahissantes (en particulier les îles Cook, Nauru, Tuvalu et la Papouasie-Nouvelle-Guinée)

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette Division :

Stuart Chape	Directeur de la division Biodiversité et gestion écosystémique
Easter Galuvao	Conseillère en biodiversité
Warren Lee Long	Conseiller en gestion côtière et marine
David Moverley	Spécialiste des espèces envahissantes
Michael Donohue	Conseiller sur les espèces menacées et migratrices
Herman Timmermans	Gestionnaire de projet PEBACC
Fred Patison	Responsable pays pour les îles Salomon, PEBACC
David Loubser	Responsable pays pour le Vanuatu, PEBACC
Under recruitment	Responsable de projet pour les Fidji, PEBACC
Under recruitment	Responsable de projet pour le Vanuatu, PEBACC
Under recruitment	Responsable de la communication, PEBACC
Under recruitment	Responsable administratif et financier, PEBACC
Amanda Wheatley	Spécialiste des écosystèmes et de la biodiversité
Carlo Iacovino	Chargé de la communication sur le changement climatique (50 % avec la Division Changement climatique)
Vacant	Coordinateur du PILN
Catherine Siota	Responsable de la base de données sur les tortues
Under recruitment	Responsable pour la conservation des requins et des raies
Makerita Atiga	Assistance de Division

Composante : BEM 1.1 – ÉCOSYSTÈMES OCÉANIQUES ET INSULAIRES

BUT : Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																														
BEM1 : Écosystèmes insulaires et océaniques BEM1.1 – Stratégie : Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région																																		
B2.1.1 Amélioration de la gestion écosystémique chez les Membres et mise en œuvre de stratégies de conservation pour réduire la perte et la dégradation de la biodiversité et des habitats terrestres et marins, y compris d'accords multilatéraux sur l'environnement et d'initiatives régionales en matière de conservation.	2.1.1.1 Au moins 50 % de tous les Membres exécutent leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (PANSB) ou leurs équivalents.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres exécutant leurs PANSB ou leurs équivalents. 	<ol style="list-style-type: none"> Continuer à fournir des conseils et une assistance techniques pour la révision et la mise en œuvre des Plans d'action nationaux et des stratégies pour la biodiversité (NBSAP). Compléter la phase de démarrage du projet régional PNUE-FEM ABS. Achever le projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique (GEF-PAS) sur la biodiversité insulaire (IIB). 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total – 225,151</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">69,725</td> <td style="text-align: center;">152,426</td> <td style="text-align: center;">3,000</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AUXB</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">55,430</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZXB</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">29,550</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Core</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">1,421</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UNEP-GEF</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">22,550</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UNEP</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">103,000</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Noumea Convention</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">13,200</td> </tr> </table>	Sous Total – 225,151			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	69,725	152,426	3,000	Source de financement			AUXB	55,430		NZXB	29,550		Core	1,421		UNEP-GEF	22,550		UNEP	103,000		Noumea Convention	13,200	
	Sous Total – 225,151																																	
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																																
69,725	152,426	3,000																																
Source de financement																																		
AUXB	55,430																																	
NZXB	29,550																																	
Core	1,421																																	
UNEP-GEF	22,550																																	
UNEP	103,000																																	
Noumea Convention	13,200																																	
	2.1.1.2 D'ici 2015, les Membres auront augmenté le nombre ou l'étendue des aires de conservation terrestres et marines dûment gérées par rapport à 2010 et atteint des cibles individuelles ; par exemple, dans le cadre du Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique (CDB).	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et étendue des aires de conservation dûment gérées 	<ol style="list-style-type: none"> Finaliser, promouvoir et publier le rapport et la synthèse BIORAP de Tuvalu, dont les recommandations clés pour les aires de conservation. Obtenir des fonds afin de poursuivre la mise en œuvre des recommandations BIORAP antérieures pour Nauru, les Tonga, les îles Cook et Tuvalu, et continuer à fournir une assistance technique à ces pays. Étendre les ressources et les outils du Portail des îles du Pacifique pour les aires protégées (PIPAP) afin d'y inclure des éléments en matière de communication et d'établissement de réseaux. Élaborer des outils de communication et d'éducation en vue de promouvoir le concept Satoyama de « paysages socio-économiques de production » dans le contexte océanique et leur gestion durable. Continuer à apporter des conseils stratégiques et techniques, des informations et une collaboration concernant un plan d'action régional de développement des capacités afin de renforcer les capacités dans le domaine de la gestion des aires protégées, grâce au PAWG. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total – 109,810</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">66,225</td> <td style="text-align: center;">40,907</td> <td style="text-align: center;">2,678</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AUXB</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">73,210</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">IGES</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">10,000</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZXB</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">6,600</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UNEP-GEF</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">20,000</td> </tr> </table>	Sous Total – 109,810			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	66,225	40,907	2,678	Source de financement			AUXB	73,210		IGES	10,000		NZXB	6,600		UNEP-GEF	20,000							
Sous Total – 109,810																																		
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																																
66,225	40,907	2,678																																
Source de financement																																		
AUXB	73,210																																	
IGES	10,000																																	
NZXB	6,600																																	
UNEP-GEF	20,000																																	

PRIORITÉ 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																											
	2.1.1.3 Au moins une aire marine protégée (AMP) dûment gérée par chaque pays ou territoire insulaire océanien.	Nombre de Membres gérant une aire marine protégée<	<ol style="list-style-type: none"> 1. Prodiguer des conseils en matière de planification, de gestion et de mise en œuvre des AMP par le biais de projets d'aménagement de l'espace maritime, dont le projet MACBIO, le projet de renforcement de la gouvernance de l'océan Pacifique (EPOG), et d'autres. 2. Faciliter l'appui technique à la mer de Corail (Nouvelle-Calédonie) et aux sites jumeaux de parcs marins des îles Cook. 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous total – 116,233</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">53,874</td> <td style="text-align: center;">62,359</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AUXB</td> <td style="text-align: center;">49,579</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">GIZ</td> <td style="text-align: center;">36,985</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZXB</td> <td style="text-align: center;">9,869</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Noumea</td> <td style="text-align: center;">19,800</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Convention</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Sous total – 116,233			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	53,874	62,359	-	Source de financement			AUXB	49,579		GIZ	36,985		NZXB	9,869		Noumea	19,800		Convention		
Sous total – 116,233																															
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																													
53,874	62,359	-																													
Source de financement																															
AUXB	49,579																														
GIZ	36,985																														
NZXB	9,869																														
Noumea	19,800																														
Convention																															
	2.1.1.4 Au moins une initiative régionale sur le paysage maritime (<i>Oceanscape</i>) pleinement opérationnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'initiatives régionales sur le paysage océanique pleinement opérationnelles. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Apporter coordination et conseils techniques afin de garantir le développement de synergies et les résultats des projets d'aménagement de l'espace maritime pour davantage de pays membres. 2. Apporter une contribution technique par le biais du Groupe de travail du secteur marin en vue de renforcer les initiatives stratégiques régionales en faveur des océans et les activités connexes. 3. Appuyer la mise en œuvre de l'atelier consacré à l'Initiative océans durables dans la région océanienne avec la CBD, le SOI, l'AAMP, le PIFS et le CSIRO (FPO - Action 5D). 4. Soumettre des propositions dans le cadre du Réseau des îles et des océans (IO Net) en vue de traiter les priorités stratégiques dans le cadre du FPO. 5. Développer un programme pluriannuel en faveur d'un écotourisme durable (pour EU BEST), en collaboration avec le projet INTEGRE et la SPTO. 6. Fournir un tour d'horizon stratégique sur le comité directeur des activités des projets INTEGRE et RESCCUE dans les territoires français. 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total – 68,580</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">21,580</td> <td style="text-align: center;">47,000</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AUXB</td> <td style="text-align: center;">21,580</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">France</td> <td style="text-align: center;">47,000</td> <td></td> </tr> </table>	Sous Total – 68,580			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	21,580	47,000	-	Source de financement			AUXB	21,580		France	47,000										
Sous Total – 68,580																															
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																													
21,580	47,000	-																													
Source de financement																															
AUXB	21,580																														
France	47,000																														
	2.1.1.5 D'ici 2015, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniques auront ratifié la Convention de Ramsar.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de pays insulaires océaniques ayant ratifié la Convention de Ramsar. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Assister les Tonga, le Vanuatu et Nioué dans leur processus d'adhésion à la Convention de Ramsar. 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous total – 5,395</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">5,395</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AUXB</td> <td style="text-align: center;">5,395</td> <td></td> </tr> </table>	Sous total – 5,395			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	5,395	-	-	Source de financement			AUXB	5,395													
Sous total – 5,395																															
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																													
5,395	-	-																													
Source de financement																															
AUXB	5,395																														

PRIORITÉ 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD															
	2.1.1.6 D'ici 2015, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires	<ul style="list-style-type: none"> Degré de mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides 	<ol style="list-style-type: none"> Réalisation d'un inventaire national des zones humides pour Nauru et avancement du plan de gestion pour l'établissement d'une zone humide prioritaire. Réalisation d'un inventaire des zones humides pour Wallis-et-Futuna. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total – 18,270</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">10,790</td> <td style="text-align: center;">7,480</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">AUXB Noumea Convention</td> <td style="text-align: center;">10,790 7,480</td> </tr> </table>	Sous Total – 18,270			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	10,790	7,480	-	Source de financement			AUXB Noumea Convention		10,790 7,480
Sous Total – 18,270																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
10,790	7,480	-																	
Source de financement																			
AUXB Noumea Convention		10,790 7,480																	
B2.1.2 Adaptation écosystémique au changement climatique (EbA), largement reconnue et utilisée en tant qu'élément clé des mesures d'adaptation au changement climatique.	2.1.2.1 D'ici 2015, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre par les Membres.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique en cours de mise en œuvre. 	<ol style="list-style-type: none"> Réaliser une analyse et une cartographie de l'écosystème et de la résilience socioéconomique (ESRAM) aux Fidji, au Vanuatu et aux îles Salomon : 3 à l'échelon national et 5 à l'échelon provincial ou de l'île entière. Analyser et dresser par ordre de priorité les options en matière d'adaptation écosystémique et développer des plans intégrés de gestion des écosystèmes pour les provinces et les communautés aux Fidji, à Vanuatu et aux îles Salomon. Former les nationaux à évaluer et cartographier les écosystèmes et l'adaptation au changement climatique. Renforcer les capacités ayant trait à l'utilisation de l'adaptation dans la prise de décision et des outils de priorisation (p. ex. analyses coût-bénéfice). Produire des supports de communication en matière d'adaptation écosystémique pour différents groupes cibles utilisant diverses formes de médias et forums. Communiquer les activités des projets et leurs résultats lors d'événements nationaux, régionaux et internationaux. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous total – 1,291,408</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">529,396</td> <td style="text-align: center;">762,012</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">AUXB Govt. of Germany Core NZXB</td> <td style="text-align: center;">5,395 1,272,522 1,422 12,069</td> </tr> </table>	Sous total – 1,291,408			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	529,396	762,012	-	Source de financement			AUXB Govt. of Germany Core NZXB		5,395 1,272,522 1,422 12,069
Sous total – 1,291,408																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
529,396	762,012	-																	
Source de financement																			
AUXB Govt. of Germany Core NZXB		5,395 1,272,522 1,422 12,069																	
B2.1.3 Amélioration des partenariats de coopération et de l'engagement de toutes les parties prenantes nationales et régionales et renforcement de l'action concertée sur la conservation de la biodiversité, conformément à la Stratégie d'action pour la conservation de la nature, à l'appui des initiatives et priorités nationales	2.1.3.1 Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de coordinateurs régionaux dans ce domaine	<ol style="list-style-type: none"> Proportion de groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels 	<ol style="list-style-type: none"> Convoquer la 19^e réunion de la Table ronde afin d'évaluer et faire avancer les actions sur la conservation de la nature dans la région. Assurer le suivi et faire rapport sur la mise en œuvre du cadre régional pour la conservation de la nature et les aires protégées dans le Pacifique insulaire 2014-2020. Présider le Groupe de travail sur les aires protégées et faire en sorte que le Portail des îles du Pacifique pour les aires protégées (PIPAP) soit utilisé comme outil efficace d'information et de réseautage. Apporter assistance et soutien afin de rendre opérationnel le nouveau Groupe de travail sur la législation et les activités environnementales en parallèle du Groupe de travail sur les espèces envahissantes en vue de créer une structure efficace pour appuyer ses activités. Signature par au moins deux nouveaux Membres de l'Accord d'adhésion à la Table ronde pour la conservation de la nature. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total – 118,504</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">96,418</td> <td style="text-align: center;">22,086</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">AUXB Core MULT NZXB</td> <td style="text-align: center;">99,338 1,421 5,676 12,069</td> </tr> </table>	Sous Total – 118,504			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	96,418	22,086	-	Source de financement			AUXB Core MULT NZXB		99,338 1,421 5,676 12,069
Sous Total – 118,504																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
96,418	22,086	-																	
Source de financement																			
AUXB Core MULT NZXB		99,338 1,421 5,676 12,069																	

PRIORITÉ 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD		
			6. Lancement de la préparation de la 10 ^e Conférence de la Nature. 7. Développer et coordonner les activités de la campagne du Voyage Pacifique qui vise le prochain Congrès mondial de la nature de l'UICN en 2016, la 13 ^e Conférence des Parties de la CBD et d'autres manifestations d'envergure.			
B2.1.4 Le PROE assume son rôle de coordinateur régional pour simplifier les processus des AME et les exigences en matière de rapports	2.1.4.1 Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'AME dont les exigences en matière de rapports ont été modifiées pour les Membres océaniques. 	<ol style="list-style-type: none"> Organiser une réunion préparatoire à la CdP 13 de la CBD et à la CdP 17 de la CITES. Développement de la campagne du Voyage Pacifique afin de soutenir l'engagement des pays insulaires océaniques à la CdP 13 de la CBD. 	Sous Total – 85,585		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				61,695	23,890	-
				Source de financement		
			AUXB Core NZXB	72,094 1,422 12,069		
B2.1.5 Développement des connaissances régionales, étude de la possibilité d'actions régionales sur les écosystèmes océaniques dans les zones internes et externes aux juridictions nationales en association avec les organisations et initiatives régionales et internationales pertinentes, et étude de la faisabilité d'un projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur cette question.	2.1.5.1 Recensement du nombre d'aires d'importance écologique ou biologique dans le cadre de la CDB et d'autres organisations et initiatives pertinentes.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'aires d'importance écologique ou biologique (AIEB) recensées. 	<ol style="list-style-type: none"> Continuer à fournir des conseils techniques et stratégiques aux pays membres et par le biais du Groupe de travail chargé du secteur marin sur les questions stratégiques de gestion des océans, et sur les zones et la biodiversité situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ-BBNJ). Assister un atelier national au Samoa pour la mise en œuvre d'un cadre d'évaluation des aires d'importance écologique ou biologique et des valeurs marines, afin de pouvoir l'utiliser ensuite dans les projets d'aménagement de l'espace maritime et pour l'élaboration de politiques relatives aux océans. Développer un projet de « trame bleue pour la biodiversité » pour les ÉTIO du sud du Pacifique avec le BEST et l'AAMP pour renforcer les capacités en matière de gestion des AMP, de gestion des récifs coralliens et de gestion écosystémique des côtes dans les territoires européens et ACP du Pacifique. 	Sous Total – 24,077		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
	21,877	2,200	-			
	Source de financement					
				AUXB Core NZXB	10,790 1,218 12,069	
	2.1.5.2 Soutenir les délégations des gouvernements des pays insulaires à l'AGNU sur les questions liées aux zones et à la biodiversité situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ-BBNJ).	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation accrue aux questions relatives aux zones et à la biodiversité situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ-BBNJ) en faveur des délégations des pays insulaires à l'AGNU. 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique par le biais du Groupe de travail chargé du secteur marin et du Bureau du commissaire de l'océan Pacifique (OPOC) afin de faire avancer la contribution de la région océanique dans le processus des Nations Unies sur les zones et la biodiversité situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ-BBNJ). 			
2.1.5.3 Diffuser des informations utiles aux parties prenantes régionales sur les zones et la biodiversité situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ-BBNJ).	<ul style="list-style-type: none"> Meilleure information des gouvernements des pays insulaires, des organisations du CORP et des OSC de la région sur les zones et la biodiversité situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ-BBNJ). 	<ol style="list-style-type: none"> Collaborer avec le PIFS dans le cadre des consultations régionales sur les zones et la biodiversité situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ-BBNJ). Contribuer à la communauté internationale de pratique sur les zones au-delà des juridictions nationales dans le cadre du programme FEM/FAO sur les ABNJ, tout particulièrement s'agissant des Membres du PROE. 				

PRIORITÉ 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																					
BEM2																									
BEM2.1 – STRATÉGIE :																									
Espèces menacées et migratrices																									
Coordination et soutien régionaux efficaces de la gestion et de la conservation des espèces menacées et migratrices																									
B2.2.1 Enrayement du déclin des populations des principales espèces menacées et migratrices grâce à une planification et une gestion ciblées et à la mise en œuvre active des conventions internationales dans la région	2.2.1.1 Plan d'action régional sur les espèces marines révisé et actualisé en 2012.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres exécutant leurs PANSB ou leurs équivalents. 	<ol style="list-style-type: none"> Développer un plan d'action en faveur des requins et des raies. Interventions ciblées et soutien de la part des Membres du PROE en faveur de la conservation et d'une gestion durable des requins et des raies. Mettre en œuvre les activités prévues pour l'Année océanique de la baleine, dont le but est d'atteindre une conservation plus efficace des cétacés, tel qu'identifié dans le RMSAP. Assister la mise en œuvre du programme CMS/FEM au Vanuatu et aux îles Salomon, dont les actions identifiées dans le RMSAP. Promouvoir les activités d'écotourisme et autres actions du RMSAP à travers le programme NZODA sur les tortues. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sub Total – 35,681</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">30,792</td> <td style="text-align: center;">4,889</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZXB</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">26,000</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PEW Trust</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">9,681</td> </tr> </table>	Sub Total – 35,681			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	30,792	4,889	-	Source de financement			NZXB	26,000		PEW Trust	9,681				
	Sub Total – 35,681																								
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																							
30,792	4,889	-																							
Source de financement																									
NZXB	26,000																								
PEW Trust	9,681																								
2.2.1.2 D'ici 2015, ratification par au moins quatre Membres de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) ou de ses mémorandums d'entente.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de nouveaux pays insulaires ayant ratifié la CMS ou ses mémorandums d'entente. 	<ol style="list-style-type: none"> Mettre à profit le programme CMS/FEM pour la conservation des dugongs et des herbiers afin de promouvoir la CMS dans la région. Promouvoir le protocole d'accord de la CMS sur les requins migrants. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total – 28,533</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">25,844</td> <td style="text-align: center;">2,689</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZXB</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">17,634</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PEW Trust</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">9,681</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Core</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">1,218</td> </tr> </table>	Sous Total – 28,533			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	25,844	2,689	-	Source de financement			NZXB	17,634		PEW Trust	9,681		Core	1,218		
Sous Total – 28,533																									
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																							
25,844	2,689	-																							
Source de financement																									
NZXB	17,634																								
PEW Trust	9,681																								
Core	1,218																								
B2.2.2 Intégration des priorités en matière de protection des espèces marines et terrestres dans les stratégies et programmes nationaux, régionaux et internationaux pertinents	2.2.2.1 D'ici 2015, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de politiques et programmes régionaux ou internationaux élaborés ou actualisés pour intégrer les priorités régionales concernant les espèces 	<ol style="list-style-type: none"> Programmes de défense et de sensibilisation pour la mise en œuvre de la CITES dans la région, surtout s'agissant des restrictions sur la commercialisation des produits provenant de requins et de raies. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total – 68,260</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">29,971</td> <td style="text-align: center;">38,289</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZXB</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">28,479</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PEW Trust</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">15,281</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Unsecured</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">24,500</td> </tr> </table>	Sous Total – 68,260			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	29,971	38,289	-	Source de financement			NZXB	28,479		PEW Trust	15,281		Unsecured	24,500	
	Sous Total – 68,260																								
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																							
29,971	38,289	-																							
Source de financement																									
NZXB	28,479																								
PEW Trust	15,281																								
Unsecured	24,500																								
2.2.2.2 D'ici 2015, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de reconstitution des espèces.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de plans de reconstitution des espèces mis en œuvre. 	<ol style="list-style-type: none"> Promouvoir des programmes de défense et de sensibilisation pour la mise en œuvre de la CITES dans la région, surtout s'agissant des restrictions sur la commercialisation des produits provenant de requins et de raies. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total – 23,951</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">20,102</td> <td style="text-align: center;">3,849</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZXB</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">10,910</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PEW Trust</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">13,041</td> </tr> </table>	Sous Total – 23,951			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	20,102	3,849	-	Source de financement			NZXB	10,910		PEW Trust	13,041					
Sous Total – 23,951																									
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																							
20,102	3,849	-																							
Source de financement																									
NZXB	10,910																								
PEW Trust	13,041																								

PRIORITÉ 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																					
	2.2.2.3 Mise en œuvre d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de lois nouvelles ou actualisées concernant les espèces sauvages 	<ol style="list-style-type: none"> Appuyer la Papouasie-Nouvelle-Guinée concernant la proposition d'amendement de la législation relative aux cétacés. Promouvoir le développement de législations nationales en matière de conservation et de gestion durable des requins et des raies lorsqu'aucune législation n'est encore en place. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous total –26,289</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">21,320</td> <td style="text-align: center;">4,969</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZXB</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">10,910</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PEW Trust</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">14,161</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Core</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">1,218</td> </tr> </table>	Sous total –26,289			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	21,320	4,969	-	Source de financement			NZXB	10,910		PEW Trust	14,161		Core	1,218	
Sous total –26,289																									
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																							
21,320	4,969	-																							
Source de financement																									
NZXB	10,910																								
PEW Trust	14,161																								
Core	1,218																								
B2.2.3 Maintenance et utilisation de la base de données sur la recherche et le suivi des tortues marines (TREDS) pour contribuer à leur conservation aux échelons national et régional.	2.2.3.1 Adoption par les Membres de la base de données TREDS	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres utilisant la base de données TREDS 	<ol style="list-style-type: none"> Faciliter la bonne exécution des initiatives nationales de gestion des données sur les tortues, y compris : <ul style="list-style-type: none"> la formation à la base de données TREDS à la demande des ÉTIO ; la coordination et la fourniture de services concernant les bases de données sur les tortues ; la fourniture d'assistance en cas de difficulté ; Obtenir des ressources pour : <ul style="list-style-type: none"> faciliter le développement et l'utilisation de la base de données TREDS . Préparer un rapport annuel sur la base de données TREDS en : <ul style="list-style-type: none"> analysant la base de données ; en actualisant l'inventaire des bagues fournies par le PROE aux ÉTIO. Assurer la fonctionnalité et l'utilisation appropriée de la base de données TREDS avec l'aide des systèmes de développement et d'analyse du PROE (en remédiant aux problèmes/erreurs mineurs relatifs à la base de données). Faire mieux connaître TREDS grâce à : <ul style="list-style-type: none"> l'élaboration de supports de sensibilisation ; la diffusion d'au moins 3 articles sur Internet ou sur support imprimé ; Fournir une assistance en vue de la mise en œuvre du programme sur les espèces menacées et migratrices, notamment en : <ul style="list-style-type: none"> appuyant la création de réseaux de surveillance communautaire des tortues marines, en particulier par le biais du projet NZDOC. Publier des informations, des articles par le biais des listes de diffusion électroniques (tortues, cétacés, requins, Dugong et base de données TREDS) lorsque de nouvelles informations/bourses sont disponibles. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous total – 70,265</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">43,025</td> <td style="text-align: center;">27,240</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AUXB</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">56,978</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZXB</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">12,069</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Core</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">1,218</td> </tr> </table>	Sous total – 70,265			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	43,025	27,240	-	Source de financement			AUXB	56,978		NZXB	12,069		Core	1,218	
Sous total – 70,265																									
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																							
43,025	27,240	-																							
Source de financement																									
AUXB	56,978																								
NZXB	12,069																								
Core	1,218																								

PRIORITÉ 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD		
B2.2.4 Status of threatened and endangered species is continually reviewed and updated as a key part of regional biodiversity monitoring	2.2.4.1 By 2015, status reviews of threatened species completed, resulting in a regional assessment of how much the decline in species has been arrested	<ul style="list-style-type: none"> État d'avancement de l'évaluation régionale du statut des espèces menacées ; effet sur l'enrayement du déclin de ces espèces. 	<ol style="list-style-type: none"> Entreprendre l'évaluation de l'état de diverses espèces de cétacés dans le cadre de l'Année océanique de la baleine, y compris le plan de gestion relatif aux dauphins aux îles Salomon. Suivre les évaluations de l'état des espèces de requins effectuées par la CPS et la Commission des pêches pour le Pacifique occidental et central. Examiner le niveau de capture accessoire des espèces menacées dans la pêche commerciale d'après les rapports d'analyse des observateurs. 	Sous Total – 36,603		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				31,189	5,414	-
				Source de financement		
				NZXB	23,364	
PEW Trust	12,021					
Core	1,218					
B2.2.5 Les pays insulaires océaniques qui ne l'ont pas encore fait ratifient la Convention sur le commerce des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), mettent en place des lois de protection de ces espèces, reçoivent une formation appropriée et élaborent des lois modèles	2.2.5.1 D'ici 2015, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniques	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de nouveaux Membres ayant ratifié la Convention CITES 	<ol style="list-style-type: none"> Promouvoir l'adhésion des pays insulaires océaniques à la CITES, tout en tirant parti des résultats de l'atelier de juillet 2015. 	Sous Total – 59,782		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				39,383	20,399	-
	2.2.5.2 Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable).	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'agents formés pour mettre en œuvre l'article 4 de la CITES 	<ol style="list-style-type: none"> Travailler de concert avec le Secrétariat de la CITES, les gouvernements de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, ainsi que d'autres parties prenantes afin de mettre en place des activités de formation et d'améliorer l'efficacité en matière d'octroi des permis.. 	Source de financement		
				NZXB	35,033	
				PEW Trust	24,749	
	Sous Total – 53,922					
	2.2.5.3 Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et d'autres espèces marines	<ol style="list-style-type: none"> État d'achèvement du modèle de plan de gestion de la CITES pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines 	<ol style="list-style-type: none"> Collaborer avec les pays insulaires océaniques afin d'élaborer des modèles de plan de gestion pour les coraux. Collaborer avec le gouvernement des îles Salomon afin d'établir un plan de gestion pour les dauphins qui comprenne les captures d'animaux vivants pour l'exportation. 	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				20,102	33,820	-
				Source de financement		
	NZXB	10,910				
	PEW Trust	43,012				
	Sous Total – 37,455					
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement			
	26,665	10,790	-			
Source de financement						
NZXB	20,105					
PEW Trust	16,132					
Core	1,218					

PRIORITÉ 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																					
BEM3 : BEM3.1.1 – STRATÉGIE : Espèces envahissantes Fournir un soutien technique, institutionnel et financier aux programmes régionaux sur les espèces envahissantes, en coordination avec d'autres organisations régionales																									
B2.3.1 Menace des espèces envahissantes réduite grâce à l'action publique, la législation, la sensibilisation et la lutte, y compris des mesures régionales et nationales de prévention et de riposte	2.3.1.1 D'ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et les organismes membres du Partenariat océanien sur les espèces envahissantes prendront des mesures concertées en conséquence, en collaboration avec les Membres	<ul style="list-style-type: none"> État d'avancement de l'analyse des lacunes et de la mise en œuvre de ses recommandations 	<ol style="list-style-type: none"> Peupler et maintenir le tableau de bord régional du projet IAS et communiquer les lacunes aux Membres. Coordonner le Partenariat océanien sur les espèces envahissantes (PIP) et travailler avec ses membres à l'élaboration de projets répondant aux priorités de la Stratégie océanienne de développement des capacités sur les espèces envahissantes de 2013 et celles contenues dans le rapport SOCO. Mener à bien le Plan d'action 2016-2017 du Partenariat océanien sur les espèces envahissantes (PIP). Faciliter l'accès au soutien technique offert par les membres du réseau PIP et par d'autres en vue de la mise en œuvre d'activités relevant du projet FEM/PAS sur les espèces allogènes envahissantes (Projet IAS), axées sur la communication, la vulgarisation, la législation, la biosécurité et la gestion des espèces envahissantes. Gérer et administrer le soutien dont bénéficient les pays membres dans le cadre du projet IAS de l'Alliance FEM-Pacifique pour veiller au succès de la mise en œuvre et à la soumission des rapports en temps voulu. 	<table border="1" style="width: 100%; text-align: center;"> <tr> <td colspan="3">Sous Total – 136,778</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>25,279</td> <td>111,499</td> <td>-</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>4,609</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>37,669</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UNEP-GEF</td> <td>94,500</td> <td></td> </tr> </table>	Sous Total – 136,778			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	25,279	111,499	-	Source de financement			AUXB	4,609		NZXB	37,669		UNEP-GEF	94,500	
	Sous Total – 136,778																								
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																						
25,279	111,499	-																							
Source de financement																									
AUXB	4,609																								
NZXB	37,669																								
UNEP-GEF	94,500																								
2.3.1.2 D'ici 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres s'étant dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes 	<ol style="list-style-type: none"> Soumettre un rapport de synthèse actualisé dans le cadre des stratégies et plans d'action nationaux en matière d'espèces envahissantes (NISSAP). 	<table border="1" style="width: 100%; text-align: center;"> <tr> <td colspan="3">Sous Total – 8,923</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>8,923</td> <td>-</td> <td>-</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>2,305</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>5,401</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Core</td> <td>1,218</td> <td></td> </tr> </table>	Sous Total – 8,923			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	8,923	-	-	Source de financement			AUXB	2,305		NZXB	5,401		Core	1,218		
Sous Total – 8,923																									
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																							
8,923	-	-																							
Source de financement																									
AUXB	2,305																								
NZXB	5,401																								
Core	1,218																								
2.3.1.3 D'ici 2015, adoption de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes dans cinq États ou Territoires insulaires océaniques	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'ÉTIO utilisant l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes 	<ol style="list-style-type: none"> Attirer davantage l'attention sur la biosécurité interinsulaire et la gestion des espèces envahissantes établies dans le projet de loi de la CPS sur la biosécurité harmonisé à l'échelon régional en collaboration avec la CPS et d'autres organisations du CORP. Soumettre une synthèse sur les outils d'évaluation des risques liés aux espèces adventices dont disposent les ÉTIO. Appuyer l'inclusion de la biosécurité et des protocoles de gestion des espèces envahissantes dans les programmes de conservation et de gestion des aires protégées de plus grande envergure. 	<table border="1" style="width: 100%; text-align: center;"> <tr> <td colspan="3">Sous total – 13,106</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>13,106</td> <td>-</td> <td>-</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>2,305</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>10,801</td> <td></td> </tr> </table>	Sous total – 13,106			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	13,106	-	-	Source de financement			AUXB	2,305		NZXB	10,801					
Sous total – 13,106																									
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																							
13,106	-	-																							
Source de financement																									
AUXB	2,305																								
NZXB	10,801																								

PRIORITÉ 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD		
B2.3.2 Partenariat océanien sur les espèces envahissantes et Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN) maintenus en tant que mécanismes régionaux permanents de coordination, de renforcement des capacités et de surveillance, et collaboration dans ce domaine entre les organismes régionaux pertinents.	2.3.2.1 D'ici 2015, tous les États et Territoires insulaires océaniques seront membres du PILN.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'ÉTIO devenus membres du PILN 	<ol style="list-style-type: none"> Organiser une réunion du Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN). Faciliter la mise en place d'équipes du PILN dans les pays membres qui ne disposent pas d'équipes interdisciplinaires sur les espèces envahissantes (en particulier les îles Cook, Nauru, Tuvalu et la Papouasie-Nouvelle-Guinée). Aider au moins 5 équipes du PILN en facilitant le traitement des problématiques prioritaires relatives aux espèces envahissantes dans leurs pays. Promouvoir la constitution de groupes de travail sous-régionaux sur les espèces envahissantes en Mélanésie et en Polynésie, en prenant le Conseil régional micronésien sur les espèces envahissantes comme modèle. 	Sous total – 91,457		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				25,705	65,752	-
				Source de financement		
		AUXB	19,338			
		France	36,195			
		MULT	19,437			
		NZXB	15,269			
		Core	1,218			
B2.3.3 Intégration des espèces envahissantes dans les programmes de sensibilisation du public, les programmes d'éducation formelle et permanente et les campagnes de marketing social.	2.3.3.1 D'ici 2015, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation adaptés aux besoins de la région auront été mis en place.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de campagnes de sensibilisation et d'éducation achevées dans le Pacifique. 	<ol style="list-style-type: none"> Poursuivre la campagne régionale de vulgarisation et de sensibilisation aux espèces envahissantes afin de mieux faire comprendre l'importance du message : « Espèces envahissantes : la responsabilité de tous. » Contribuer à l'élaboration et à la production d'un dossier d'information du Pacifique sur une thématique liée aux espèces envahissantes. Au moins deux équipes du PILN mènent des campagnes de sensibilisation sur les espèces envahissantes. 	Sous Total – 40,131		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				28,801	11,330	-
				Source de financement		
		AUXB	18,244			
		NZXB	20,670			
		Core	1,218			
B2.3.4 Nette amélioration de la compréhension des impacts économiques des espèces envahissantes	2.3.4.1 D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces.	<ul style="list-style-type: none"> Achèvement d'une étude de cas pilote sur les coûts économiques des espèces envahissantes. 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir des informations sur le coût économique que représente la question des espèces envahissantes pour au moins deux pays. 	Sous Total – 17,574		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				17,574	-	-
	Source de financement					
			AUXB	2,305		
			NZXB	15,269		
2.3.4.2 D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés.	<ul style="list-style-type: none"> Campagne de marketing social sur espèces envahissantes réalisée. 	<ol style="list-style-type: none"> Diffuser des directives relatives à la création de campagnes de marketing social, en prenant la campagne régionale de 2015 comme modèle. 	Sous Total – 8,923			
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
			8,923	-	-	
			Source de financement			
		AUXB	2,305			
		NZXB	5,401			
		Core	1,217			

PRIORITÉ 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																								
B2.3.5 Amélioration des informations sur le statut et la répartition des espèces envahissantes, et les méthodes objectives de définition des priorités, pour étayer les mesures de lutte menées dans la région.	2.3.5.1 D'ici 2015, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes.	<ul style="list-style-type: none"> Coordination régionale permettant le partage d'informations sur les espèces envahissantes. 	<ol style="list-style-type: none"> Maintenir le tableau de bord régional du projet IAS et communiquer les lacunes aux Membres. Améliorer la gestion des connaissances au niveau régional afin de s'assurer que les informations disponibles sur les espèces envahissantes soient à jour et accessibles. Achever et soumettre une synthèse des études documentaires nationales. Élaborer des plans de travail conjoints avec des partenaires en matière d'espèces envahissantes. Obtenir des articles des partenaires du PIP et des équipes du PILN pour le bulletin <i>Soundbites</i> du PILN. Diffuser des informations à jour sur les espèces envahissantes par le biais du site web du PROE et de listes de diffusion. Promouvoir le PILN, le PIP et d'autres groupes de discussion régionaux sur les espèces envahissantes et recruter de nouveaux membres. 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total – 29,461</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">29,461</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AUXB</td> <td style="text-align: center;">9,218</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZXB</td> <td style="text-align: center;">19,025</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Core</td> <td style="text-align: center;">1,218</td> <td></td> </tr> </table>	Sous Total – 29,461			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	29,461	-	-	Source de financement			AUXB	9,218		NZXB	19,025		Core	1,218				
	Sous Total – 29,461																											
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
29,461	-	-																										
Source de financement																												
AUXB	9,218																											
NZXB	19,025																											
Core	1,218																											
	2.3.5.2 Un grand projet sur les espèces envahissantes inclus dans le programme du FEM-5.	<ul style="list-style-type: none"> Inclusion d'activité d'une valeur de plusieurs millions d'USD dans le programme du FEM-5. 	<ol style="list-style-type: none"> Coordonner la rédaction du descriptif du projet régional sur les espèces envahissantes en vue de sa soumission au FEM-6 pour approbation. 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous total – 29,506</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">18,506</td> <td style="text-align: center;">11,000</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AUXB</td> <td style="text-align: center;">2,305</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZXB</td> <td style="text-align: center;">27,201</td> <td></td> </tr> </table>	Sous total – 29,506			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	18,506	11,000	-	Source de financement			AUXB	2,305		NZXB	27,201							
Sous total – 29,506																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
18,506	11,000	-																										
Source de financement																												
AUXB	2,305																											
NZXB	27,201																											
B2.3.6 Importance accrue accordée dans la région à l'éradication des espèces envahissantes et à la lutte biologique aux fins de gestion de ces espèces.	2.3.6.1 - D'ici 2015, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et d'initiatives complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication mis en œuvre 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique aux projets de lutte contre les espèces envahissantes, y compris aux projets d'éradication, de lutte biologique et de rétablissement, dans le cadre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces envahissantes. Colliger des études de cas et les diffuser aux pays membres. 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total – 284,954</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">41,054</td> <td style="text-align: center;">243,900</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AUXB</td> <td style="text-align: center;">4,609</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZXB</td> <td style="text-align: center;">35,227</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Core</td> <td style="text-align: center;">1,218</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UNEP-GEF</td> <td style="text-align: center;">243,900</td> <td></td> </tr> </table>	Sous Total – 284,954			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	41,054	243,900	-	Source de financement			AUXB	4,609		NZXB	35,227		Core	1,218		UNEP-GEF	243,900	
				Sous Total – 284,954																								
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
41,054	243,900	-																										
Source de financement																												
AUXB	4,609																											
NZXB	35,227																											
Core	1,218																											
UNEP-GEF	243,900																											

TOTAL PRIORITÉ 2	Frais de personnel	\$ 1,442,699
	Frais de fonctionnement	\$ 1,716,188
	Frais d'investissement	\$5,678
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>\$ 3,164,565</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (USD)	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	402,100
	GIZ	22,425
	Govt. of Germany	512,710
	Core	20,302
	NZXB	391,042
	PEW Trust	94,120
Frais de fonctionnement :	AUXB	126,020
	France	83,195
	GIZ	14,560
	Govt. of Germany	759,812
	IGES	7,322
	MULT	25,113
	NZXB	90,598
	PEW Trust	63,638
	UNEP GEF	380,950
	UNEP	100,000
	Noumea Convention	40,480
	Unsecured	24,500
Frais d'investissement :	IGES	2,678
:	UNEP	3,000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	3,140,065	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	24,500	

BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY	AMOUNT
Cook Islands	24,000
Fiji	222,255
Federated States of Micronesia	6,000
Kiribati	36,000
Marshall Islands	6,000
Nauru	24,800
Niue	66,000
PNG	6,000
Solomon Islands	148,265
Tonga	40,500
Tokelau	2,200
Tuvalu	14,300
Vanuatu	274,659
Wallis & Futuna	15,455
Samoa	36,000
Regional (includes Salaries)	2,242,131
TOTAL BUDGET	3,164,565

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

But du programme : **Objectif du programme : Améliorer les capacités des pays et territoires insulaires océaniques à gérer les questions liées à la pollution et aux déchets**

Contexte stratégique

La gestion de la pollution et des déchets continuera d'être une priorité de haute importance pour le PROE en 2016, car les déchets et la pollution contribuent grandement à la dégradation des écosystèmes de la région et aux coûts socioéconomiques qui entravent le développement durable. Le PROE continuera d'aider les pays à lutter contre la pollution et à gérer les produits chimiques dangereux et les déchets en leur fournissant des conseils et un appui techniques.

Des examens majeurs des priorités relatives à la gestion régionale des déchets solides et dangereux se sont achevés en 2015 et vont permettre d'orienter les interventions prioritaires en 2016 et dans les années ultérieures, tout en contribuant à informer et à orienter les donateurs sur les priorités régionales qui nécessitent une éventuelle assistance. Ces examens vont également permettre de fournir des orientations pour la phase de rédaction du projet régional de la JICA en matière de coopération technique sur la gestion des déchets solides (JPRISM 2), et la collaboration forte et continue entre le PROE et la JICA devrait se poursuivre à l'avenir afin d'assurer l'amélioration de l'efficacité de la gestion des déchets solides dans la région. Le PROE continuera d'apporter une assistance aux pays insulaires océaniques, en collaboration avec l'Organisation maritime internationale (OMI) et la Direction australienne de la sécurité maritime (AMSA), pour lutter contre les risques de pollution marine et gérer les interventions urgentes ainsi que la lutte contre la pollution. Les mécanismes et stratégies mis en place en vue de remédier aux conséquences environnementales et économiques liées à la pollution par les déchets marins dans la région continueront d'être utilisés en 2016 avec l'aide du CSIRO, du PNUÉ et de l'université d'Auckland. Il est important de souligner que les effets liés à la gestion des déchets dangereux continueront de faire l'objet d'une attention toute particulière dans la région, grâce à l'appui permanent des projets PacWaste et GEPAS. Ces travaux permettront d'améliorer la gestion des déchets médicaux, électriques et électroniques, de l'amiante et des stocks de produits chimiques. Le programme GEPAS continuera également de mettre en place des mécanismes permettant de mieux gérer les huiles usagées dans la région et de fournir une formation de haute qualité en matière de gestion des déchets solides et dangereux aux spécialistes océaniques de la gestion des déchets. Un examen du Centre océanique pour les Conventions de Bâle et de Waigani, prévu pour 2016, s'occupera d'optimiser la coordination des services de gestion des déchets dangereux au sein de la région et contribuera à développer un partenariat permanent

avec le BCRC de Pékin en vue d'améliorer l'efficacité de la gestion des déchets dangereux. Le PROE n'aura également cessé de chercher des opportunités d'accroître le financement ciblé destiné à mettre en place une gestion des déchets plus efficace dans la région en 2016.

Les activités prévues pour 2016 comprennent notamment :

- Le lancement de la mise en œuvre de la Stratégie régionale océanique de gestion des déchets et de lutte contre la pollution (« Pacifique plus propre 2025 ») et association avec la JICA en vue d'appuyer la mise en application du prochain programme J-PRISM.
- La fourniture d'un appui aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'élaboration ou de l'amendement de politiques, de directives et de stratégies nationales de gestion des déchets solides et des matières dangereuses prioritaires, notamment des déchets médicaux, de l'amiante et des batteries au plomb-acide usagées.
- Un soutien continu au renforcement des capacités nationales nécessaires pour aborder les questions liées à la gestion des déchets et à la pollution au niveau national, y compris la formation sur les obligations découlant des conventions régionales et internationales.
- L'aide à la mise en œuvre de stratégies en collaboration avec des partenaires tels que le BCRC de Pékin, la JICA, l'Union européenne, le programme INTEGRE et le Fonds d'infrastructure régional océanique (PRIF).
- L'élaboration d'un mécanisme de coordination des donateurs en matière de gestion plus efficace des déchets pour la région.
- Aider les ÉTIO à mieux gérer les huiles usagées, les débris marins et leurs sources.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette Division :

David HAYNES	Directeur du Programme Gestion des déchets et lutte contre la pollution
Frank GRIFFIN	Conseiller en gestion des déchets dangereux
Ma Bella GUINTO	Conseiller en gestion des déchets solides
Anthony TALOULI	Conseiller en pollution
Stewart WILLIAMS	Directeur du programme PacWaste
Elizabeth VANDERBRUG	PacWaste Programme Officer
Lusiana RALOGAIVAU	Coordinatrice des projets du FEM
Amber CARVAN	Responsable communication, projet PacWaste
Vacant	Secrétaire du Directeur de la Division
Ana MARKIC	Marine Litter Intern

Composante : WMPC1 – Modification des comportements

But : Minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD										
WMPC1 : Modification des comportements WMPC1.1 – Stratégie : Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication.														
W3.1.1 - Sensibilisation accrue des populations insulaires océaniques au besoin de gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux et de lutter contre la pollution pour réduire le volume de détritux et améliorer la santé de l'environnement.	3.1.1.1 D'ici 2015, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres.	<ul style="list-style-type: none"> Proportion des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique pour améliorer la gestion régionale de l'amiante, des déchets électroniques et des déchets médicaux (PacWaste). Fournir un appui technique, notamment à la création d'un réseau régional de recycleurs, pour améliorer le recyclage dans la région des déchets électroniques (PacWaste). Fournir un appui technique pour gérer les sites contaminés par le DDT (Alliance FEM-Pacifique/FAO). Fournir une assistance et un appui techniques à au moins un ÉTIO pour améliorer les pratiques de gestion des déchets solides. Mettre en œuvre des pratiques d'amélioration de la gestion des huiles usagées dans 11 ÉTIO. Lancer la mise en œuvre de la Stratégie régionale décennale océanique de gestion des déchets et de la pollution 2016-2025 (« Pacifique plus propre 2025 »). Achever l'élaboration d'un document régional sur la conversion du papier en énergie dans le cadre de « Pacifique plus propre 2025 ». Achever l'élaboration d'un document régional sur les déchets métalliques dans le cadre de « Pacifique plus propre 2025 ». Fournir un appui technique en vue d'améliorer la gestion régionale du mercure. Achever l'examen des opérations du Centre régional pour le Pacifique (PRC) et élaborer une stratégie quinquennale de financement et d'opérations. Fournir des conseils et un soutien techniques à six ÉTIO pour une mise en œuvre plus efficace des Conventions de Waigani et de Bâle à l'échelon national, dont la réalisation de rapports nationaux. 	Sous Total – 1,437,973										
				<table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="right">296,278</td> <td align="right">1,137,195</td> <td align="right">4,500</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	296,278	1,137,195	4,500				
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement								
				296,278	1,137,195	4,500								
Source de financement														
<table border="1"> <tr> <td>AUXB</td> <td align="right">161,524</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td align="right">6,600</td> </tr> <tr> <td>EU</td> <td align="right">1,013,192</td> </tr> <tr> <td>Prog. Support</td> <td align="right">3,063</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td align="right">83,511</td> </tr> <tr> <td>UNEP-GEF</td> <td align="right">164,607</td> </tr> <tr> <td>Unsecured</td> <td align="right">5,477</td> </tr> </table>	AUXB	161,524	AUXB	6,600	EU	1,013,192	Prog. Support	3,063	NZXB	83,511	UNEP-GEF	164,607	Unsecured	5,477
AUXB	161,524													
AUXB	6,600													
EU	1,013,192													
Prog. Support	3,063													
NZXB	83,511													
UNEP-GEF	164,607													
Unsecured	5,477													

PRIORITÉ 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD															
			12. Achever l'élaboration d'un guide régional sur le rejet involontaire de polluants organiques persistants dans le cadre de « Pacifique plus propre 2025 » (GEFPAS). 13. Réaliser des manuels de formation sur les meilleures pratiques en matière de gestion des produits chimiques dans 14 pays insulaires océaniques. 14. Élaborer des directives nationales en matière de gestion des produits chimiques pour 14 pays insulaires océaniques. 15. Fournir un appui technique pour la mise en place à l'échelon national de programmes éducatifs et de sensibilisation en matière de rejet involontaire de polluants organiques persistants pour 14 pays insulaires océaniques. 16. Lancer des campagnes régionales d'éducation et de sensibilisation en matière de déchets dangereux (amiante, déchets électroniques et médicaux) par le biais du projet PacWaste.																
	3.1.1.2 D'ici 2015, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres insulaires.	<ul style="list-style-type: none"> Qualité des eaux côtières et nombre d'incidents de pollution. 	1. Élaborer un modèle permettant de définir les priorités critiques de la région en matière d'intervention sur les déchets plastiques marins. 2. Étudier l'origine et les effets éventuels sur la région des équipements de pêche abandonnés, perdus ou dégradés (ALDFG). 3. Maintenir et soutenir les initiatives communautaires permanentes en matière de gestion des déchets marins. 4. Achever l'étude relative aux effets éventuels de l'ingestion de plastiques marins par les poissons. 5. Fournir une assistance technique, sur demande, pour le développement d'aires marines particulièrement sensibles (PSSA) dans la région.	<table border="1"> <tr> <td align="center" colspan="3">Sous Total – 50,050</td> </tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">44,550</td> <td align="center">5,500</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr> <td align="center" colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td align="center">AUXB Prog. Support</td> <td align="center">46,987 3,063</td> <td></td> </tr> </table>	Sous Total – 50,050			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	44,550	5,500	0	Source de financement			AUXB Prog. Support	46,987 3,063	
Sous Total – 50,050																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
44,550	5,500	0																	
Source de financement																			
AUXB Prog. Support	46,987 3,063																		
	3.1.1.3 Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de programmes de minimisation des déchets mis en œuvre lors de manifestations importantes. 	1. Préparer les directives régionales relatives à la gestion des déchets durant les événements de grande envergure axée sur la minimisation des déchets.	<table border="1"> <tr> <td align="center" colspan="3">Sous Total – 93,335</td> </tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">55,065</td> <td align="center">38,270</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr> <td align="center" colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td align="center">EU NZXB UNEP-GEF</td> <td align="center">14,915 4,796 73,625</td> <td></td> </tr> </table>	Sous Total – 93,335			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	55,065	38,270	0	Source de financement			EU NZXB UNEP-GEF	14,915 4,796 73,625	
Sous Total – 93,335																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
55,065	38,270	0																	
Source de financement																			
EU NZXB UNEP-GEF	14,915 4,796 73,625																		

PRIORITÉ 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																								
	3.1.1.4 Kit de communication sur la gestion des déchets élaboré d'ici 2012 et utilisé par au moins cinq ÉTIO d'ici 2014.	1. État d'achèvement des kits de communication sur la gestion des déchets ; nombre de Membres utilisant ces kits.	1. Achever les kits de communication sur la gestion des déchets dans le cadre du projet pilote PacWaste pour les atolls. 2. Achever les programmes de formation, de communication et d'éducation en matière de gestion des déchets dans quatre pays et territoires d'outre-mer (programme de gestion des déchets INTEGRE).	Sous Total – 175,080																								
				<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">17,336</td> <td style="text-align: center;">157,744</td> <td style="text-align: center;">0</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">EU</td> <td style="text-align: center;">20,546</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">SPC</td> <td style="text-align: center;">142,000</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UNEP-GEF</td> <td style="text-align: center;">12,534</td> <td></td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	17,336	157,744	0	Source de financement			EU	20,546		SPC	142,000		UNEP-GEF	12,534							
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
17,336	157,744	0																										
Source de financement																												
EU	20,546																											
SPC	142,000																											
UNEP-GEF	12,534																											
	3.1.1.5 Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains Membres d'ici 2013.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant mis en œuvre des programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution. 	1. Achever le projet pilote de compostage à Nioué (GEFPAS). 2. Achever le projet pilote d'aménagement de la gestion des déchets médicaux à Kiribati (GEFPAS). 3. Achever le projet pilote de combustion des huiles usagées au Samoa (GEFPAS). 4. Achever le projet pilote relatif à la contamination par le DDT à Vanuatu (GEFPAS). 5. Achever le programme pilote de gestion des conteneurs de pesticides usagés au Samoa, aux Tonga et aux Fidji (GEFPAS). 6. Fournir un appui à un atoll océanien en vue de l'amélioration des pratiques de gestion des déchets (République des îles Marshall ; PacWaste). 7. Évaluer l'empreinte carbone des GES dans les principaux ports de la région.	Sous Total – 571,804																								
				<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">84,094</td> <td style="text-align: center;">487,710</td> <td style="text-align: center;">0</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AUXB</td> <td style="text-align: center;">24,289</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">EU</td> <td style="text-align: center;">365,852</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Prog. Support</td> <td style="text-align: center;">3,063</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UNEP-GEF</td> <td style="text-align: center;">178,600</td> <td></td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	84,094	487,710	0	Source de financement			AUXB	24,289		EU	365,852		Prog. Support	3,063		UNEP-GEF	178,600				
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
84,094	487,710	0																										
Source de financement																												
AUXB	24,289																											
EU	365,852																											
Prog. Support	3,063																											
UNEP-GEF	178,600																											
WMPC2 : Connaissances, données, planification et recherche WMPC2.1 – Stratégie : Aider et encourager les pays membres à collecter, analyser, interpréter et diffuser des données sur les déchets, les produits chimiques dangereux et la pollution pour en améliorer la gestion d'ici 2015. Stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.																												
W3.2.1 Stratégies et plans détaillés de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution reposant sur des données techniques fiables recueillies pour les Membres et actions prioritaires mises en œuvre d'ici 2015.	3.2.1.1 Méthodes standard de collecte, stockage, analyse et interprétation des données de pollution et de gestion des déchets en place, diffusées et utilisées par au moins six ÉTIO.	<ul style="list-style-type: none"> État d'achèvement des méthodes standard d'analyse de la pollution et de gestion des déchets. 	1. Fournir un appui continu aux pays insulaires océaniques pour les aider à surveiller l'importation d'amiante et de précurseurs de déchets électroniques (PacWaste). 2. Fournir une assistance technique pour faciliter la normalisation des méthodes de collecte des données nationales sur les huiles usagées (GEFPAS). 3. Fournir des conseils et un appui techniques pour aider les pays insulaires océaniques à cartographier leurs ressources côtières. 4. Créer et publier des profils de pays en matière de déchets, en consultation avec les pays membres (PacWaste).	Sous Total – 114,651																								
				<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">98,240</td> <td style="text-align: center;">16,410</td> <td style="text-align: center;">0</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AUXB</td> <td style="text-align: center;">36,100</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">EU</td> <td style="text-align: center;">49,067</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Prog. Support</td> <td style="text-align: center;">3,063</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZXB</td> <td style="text-align: center;">21,217</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UNEP-GEF</td> <td style="text-align: center;">5,204</td> <td></td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	98,240	16,410	0	Source de financement			AUXB	36,100		EU	49,067		Prog. Support	3,063		NZXB	21,217		UNEP-GEF	5,204	
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
98,240	16,410	0																										
Source de financement																												
AUXB	36,100																											
EU	49,067																											
Prog. Support	3,063																											
NZXB	21,217																											
UNEP-GEF	5,204																											

PRIORITÉ 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																								
			5. Coordonner la Table ronde des donateurs sur la gestion des déchets et la lutte contre la pollution. 6. Fournir un appui aux pays insulaires océaniques pour les aider à achever leur profil de pays maritime. 7. Fournir un appui permanent aux pays insulaires océaniques pour les aider à mettre en œuvre les Conventions de Waigani et de Bâle et les AME sur les produits chimiques. 8. Fournir un appui technique pour l'élaboration d'inventaires nationaux des produits chimiques. 9. Fournir un appui technique aux pays insulaires océaniques pour les aider à renforcer leurs capacités dans le cadre du Système général d'harmonisation et de sécurité chimique (GEFPAS).																									
		<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres utilisant les méthodes standard. 	1. Fournir conseils techniques, soutien et formation à l'utilisation des méthodes standard de gestion des déchets dangereux à quatre ÉTIO (GEF-PAS).																									
	3.2.1.2 Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'articles publiés sur la pollution et la gestion des déchets dans le Pacifique 	1. Régulièrement mettre à jour les sections PacWaste, GEFPAS et WMPC sur le site web du PROE. 2. Produire, mettre à jour, publier et diffuser des supports de communication liés aux projets PacWaste et GEFPAS et à la division WMPC. 3. Publier au moins quatre articles traitant de la gestion des déchets dangereux dans le bulletin du Bureau régional de la Convention de Bâle en Chine (BCRC). 4. Donner une grande visibilité aux questions liées à la gestion des déchets et à la lutte contre la pollution par le biais du bulletin SPREP-TOK. 5. Publier et diffuser deux numéros du bulletin <i>WasteLine</i> .	<table border="1"> <tr> <td align="center" colspan="3">Sous Total – 103,028</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">95,378</td> <td align="center">7,651</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr> <td align="center" colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>EU</td> <td>24,289</td> </tr> <tr> <td></td> <td>NZXB</td> <td>68,741</td> </tr> <tr> <td></td> <td>UNEP-GEF</td> <td>4,796</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>5,204</td> </tr> </table>	Sous Total – 103,028			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	95,378	7,651	0	Source de financement			AUXB	EU	24,289		NZXB	68,741		UNEP-GEF	4,796			5,204
Sous Total – 103,028																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
95,378	7,651	0																										
Source de financement																												
AUXB	EU	24,289																										
	NZXB	68,741																										
	UNEP-GEF	4,796																										
		5,204																										
	3.2.1.3 Tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution publié d'ici 2015.	<ul style="list-style-type: none"> État d'achèvement du tour d'horizon régional de la gestion des déchets, des produits chimiques et de la pollution 	1. Affiner les indicateurs portant sur les déchets et la pollution grâce à la stratégie « Pacifique plus propre 2025 » et aux projets PacWaste et GEFPAS.	<table border="1"> <tr> <td align="center" colspan="3">Sous Total – 23,179</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">23,179</td> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr> <td align="center" colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td></td> <td>18,383</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td></td> <td>4,796</td> </tr> </table>	Sous Total – 23,179			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	23,179	0	0	Source de financement			AUXB		18,383	NZXB		4,796						
Sous Total – 23,179																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
23,179	0	0																										
Source de financement																												
AUXB		18,383																										
NZXB		4,796																										

PRIORITÉ 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD								
WMPC3 : Renforcement des capacités et conseils en matière de bonnes pratiques WMPC3.1 – Stratégie Recenser et combler les déficits de capacités des Membres pour permettre la mise en œuvre d'activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution d'ici 2015												
W3.3.1 Capacité des Membres sensiblement augmentée d'ici 2015 en matière d'élaboration et de mise en œuvre de programmes et activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution.	3.3.1.1 Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d'autres travaux comme ceux réalisés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).	<ul style="list-style-type: none"> État d'achèvement de l'analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux. 	1. Fournir des conseils et un appui techniques à six pays insulaires océaniques en vue d'achever l'évaluation des capacités nationales en matière de gestion des déchets dangereux (GEFPAS). 2. Achever une étude de référence sur les taux de génération des conteneurs de pesticides pour 14 pays insulaires océaniques.	Sous Total – 33,905								
				<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;">Frais de personnel</td> <td style="width: 33%;">Frais de fonctionnement</td> <td style="width: 33%;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">15,905</td> <td style="text-align: center;">18,000</td> <td style="text-align: center;">0</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	15,905	18,000	0		
		Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement								
	15,905	18,000	0									
	<ul style="list-style-type: none"> Délai d'exécution de l'analyse. 	1. Entretenir la base de données des capacités techniques régionales en matière de gestion des déchets.	Source de financement									
		3.3.1.2 Au moins une activité régionale mise en œuvre d'ici 2012 pour combler les déficits de capacités des Membres.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'activités régionales mises en œuvre pour combler les déficits de capacités des Membres concernant les déchets et la pollution. 	1. Achever deux stages de formation à la gestion des déchets aux Fidji (GEFPAS). 2. Achever les analyses coût-bénéfice en matière de gestion des huiles dans 11 pays insulaires océaniques (GEFPAS). 3. Loi sur les huiles usagées élaborée dans 11 pays insulaires océaniques (GEFPAS). 4. Fournir un appui technique et dispenser des formations dans 14 pays insulaires océaniques afin d'améliorer la gestion des produits chimiques et des déchets dangereux à l'échelon national (GEF-PAS). 5. Fournir des conseils et un appui techniques aux ÉTIO en vue de la réalisation d'études biologiques de référence sur les ports à haut risque. 6. Fournir une assistance technique afin de mettre en œuvre les résultats issus des conférences et réunions régionales sur la pollution marine (ORRT, PMTA, PPA). 7. Achever une étude de faisabilité et une analyse coût-bénéfice aux Fidji, au Vanuatu et aux Tonga afin de déterminer quelles sont les stratégies de décontamination de conteneurs et les stratégies de collecte présentant le meilleur rapport coût/efficacité.	Sous Total – 673,329							
					<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;">Frais de personnel</td> <td style="width: 33%;">Frais de fonctionnement</td> <td style="width: 33%;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">10,980</td> <td style="text-align: center;">662,350</td> <td style="text-align: center;">0</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	10,980	662,350	0	Source de financement
	Frais de personnel				Frais de fonctionnement	Frais d'investissement						
	10,980	662,350	0									
	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%; text-align: center;">AUXB</td> <td style="width: 33%; text-align: center;">13,261</td> <td style="width: 33%;"></td> </tr> <tr> <td style="width: 33%; text-align: center;">FAO-GEF</td> <td style="width: 33%; text-align: center;">51,505</td> <td style="width: 33%;"></td> </tr> <tr> <td style="width: 33%; text-align: center;">UNEP-GEF</td> <td style="width: 33%; text-align: center;">608,564</td> <td style="width: 33%;"></td> </tr> </table>	AUXB	13,261		FAO-GEF	51,505		UNEP-GEF	608,564			
AUXB	13,261											
FAO-GEF	51,505											
UNEP-GEF	608,564											
	3.3.1.3 Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d'ici 2015	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution diffusés. Nombre de modèles reproduits 	1. Élaborer et diffuser les informations relatives aux meilleures pratiques en matière de gestion de l'amiante, des déchets électroniques, médicaux, chimiques, des huiles usagées, des déchets marins et du mercure. 2. Fournir un soutien et une assistance techniques à quatre pays insulaires océaniques pour les aider à reproduire les modèles de meilleures pratiques les plus utiles et appropriés en matière de gestion des déchets et de lutte contre la pollution.	Sous Total – 71,829								
				<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;">Frais de personnel</td> <td style="width: 33%;">Frais de fonctionnement</td> <td style="width: 33%;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">40,156</td> <td style="text-align: center;">31,673</td> <td style="text-align: center;">0</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	40,156	31,673	0	Source de financement	
Frais de personnel				Frais de fonctionnement	Frais d'investissement							
40,156	31,673	0										
	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;">AUXB</td> <td style="width: 33%;">11,811</td> <td style="width: 33%;"></td> </tr> <tr> <td style="width: 33%;">EU</td> <td style="width: 33%;">57,134</td> <td style="width: 33%;"></td> </tr> <tr> <td style="width: 33%;">Prog. Support</td> <td style="width: 33%;">2,883</td> <td style="width: 33%;"></td> </tr> </table>	AUXB	11,811		EU	57,134		Prog. Support	2,883			
AUXB	11,811											
EU	57,134											
Prog. Support	2,883											

PRIORITÉ 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																											
	3.3.1.4 Formation sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution proposée à tous les Membres.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de directives sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution disséminées. 	<ol style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre des formations aux meilleures pratiques en matière d'amélioration de la gestion de l'amiante (PacWaste). Mettre en œuvre des formations aux meilleures pratiques en matière d'amélioration de la gestion des déchets médicaux (PacWaste). Mettre en œuvre des formations aux meilleures pratiques en matière d'amélioration de la gestion des déchets électroniques (PacWaste). Mettre en œuvre une formation aux meilleures pratiques régionales en matière d'amélioration de la gestion de la pollution marine provenant du transport maritime. Fournir un appui technique en vue de la mise à jour des NATPLAN dans deux ÉTIO. Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration de stratégies nationales d'intervention en cas de pollution marine aux Fidji, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, à la République des îles Marshall et aux Tonga. Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration et de la mise à jour de la législation nationale sur la pollution marine (y compris l'introduction d'organismes marins nuisibles par les navires) dans deux ÉTIO. Dispenser une formation technique à quatre pays insulaires océaniques pour les aider à mettre en œuvre les Conventions de Waigani et de Bâle ainsi que les AME pertinentes sur les produits chimiques. Achever la formation aux meilleures pratiques en matière de l'élaboration d'inventaires chimiques, de gestion de laboratoire et de mise en application des réglementations nationales relatives aux produits chimiques, dans le cadre d'AME, dans 14 pays insulaires océaniques (GEFPAS). 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous total – 690,352</td> </tr> <tr> <td style="width: 33%;">Frais de personnel</td> <td style="width: 33%;">Frais de fonctionnement</td> <td style="width: 33%;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">167,288</td> <td style="text-align: right;">523,064</td> <td style="text-align: right;">0</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">AUXB</td> <td style="text-align: right;">98,073</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">AUXX</td> <td style="text-align: right;">16,940</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">EU</td> <td style="text-align: right;">141,197</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">IMO</td> <td style="text-align: right;">93,987</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">UNEP-GEF</td> <td style="text-align: right;">340,155</td> <td></td> </tr> </table>	Sous total – 690,352			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	167,288	523,064	0	Source de financement			AUXB	98,073		AUXX	16,940		EU	141,197		IMO	93,987		UNEP-GEF	340,155	
Sous total – 690,352																															
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																													
167,288	523,064	0																													
Source de financement																															
AUXB	98,073																														
AUXX	16,940																														
EU	141,197																														
IMO	93,987																														
UNEP-GEF	340,155																														
W3.3.2 Les Membres sont mieux équipés pour se préparer et réagir aux sources de pollution marine causées par les navires et pour les éviter.	3.3.2.1 Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL)	<ul style="list-style-type: none"> L'évaluation en fin de mise en œuvre de la stratégie confirme que les objectifs du programme PACPOL ont été atteints. 	<ol style="list-style-type: none"> Réaliser des plans d'installations portuaires de réception des déchets pour d'autres ports du Pacifique. Achever la livraison d'équipements de lutte contre les marées noires aux Fidji et mettre en œuvre des formations. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total – 924,922</td> </tr> <tr> <td style="width: 33%;">Frais de personnel</td> <td style="width: 33%;">Frais de fonctionnement</td> <td style="width: 33%;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">55,922</td> <td style="text-align: right;">869,000</td> <td style="text-align: right;">0</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">AUXB</td> <td style="text-align: right;">64,039</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Prog. Support</td> <td style="text-align: right;">2,883</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">NZXXB</td> <td style="text-align: right;">858,000</td> <td></td> </tr> </table>	Sous Total – 924,922			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	55,922	869,000	0	Source de financement			AUXB	64,039		Prog. Support	2,883		NZXXB	858,000							
Sous Total – 924,922																															
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																													
55,922	869,000	0																													
Source de financement																															
AUXB	64,039																														
Prog. Support	2,883																														
NZXXB	858,000																														

TOTAL PRIORITÉ 3	Frais de personnel	\$ 1,004,380
	Frais de fonctionnement	\$3,954,568
	Frais d'investissement	\$ 4,500
	TOTAL GÉNÉRAL	\$4,963,448

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES USD	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	417,463
	EU	368,912
	NZXB	95,914
	Prog Support	18,022
	UNEP-GEF	104,069
Frais de fonctionnement :	AUXB	84,200
	AUXX	23,540
	NZXB	26,500
	NZXX	858,000
	EU	1,361,735
	FAO-GEF	51,505
	IMO	93,987
	SPC	142,000
	UNEP-GEF	1,307,624
	Unsecured	5,477
Frais d'investissement :	AUXB	3,000
	NZXB	1,500
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	4,957,971	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	5,477	

BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY	AMOUNT
Cook Islands	193,282
Fiji	983,813
Federated States of Micronesia	105,538
French Polynesia	40,000
Kiribati	124,312
Republic of Marshall Islands	163,742
Nauru	185,296
New Caledonia	40,000
Niue	62,007
Papua New Guinea	122,998
Palau	46,397
Solomon Islands	120,159
Tonga	322,834
Tuvalu	40,329
Vanuatu	132,650
Wallis and Futuna	40,000
Samoa	41,409
Regional (includes Salaries)	2,198,682
TOTAL BUDGET	4,963,448

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE

Objectif du programme : D'ici 2015, tous les Membres seront à même d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres et processus transparents et rigoureux pour améliorer la gouvernance, la planification et la surveillance environnementales ainsi que les rapports sur l'environnement, et le Secrétariat produira des évaluations périodiques régionales de l'état de l'environnement

La division Surveillance et gouvernance environnementale (EMG) fournit une assistance dans plusieurs domaines (développement des capacités, politiques, législation, respect de la réglementation, planification, suivi, notification et financement) pour aider les pays à respecter leurs obligations au titre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et à atteindre leurs objectifs de développement durable. Les activités sont principalement organisées par le biais du projet ACP sur les AME, financé par l'UE et qui se trouve dans sa deuxième phase, et le Programme sur la biodiversité et la gestion des aires protégées (BIOPAMA). Les activités comprennent :

- Utiliser les directives régionales sur les ÉIE pour élaborer et tester le manuel de formation ÉIE dans trois pays pilotes :
- Les trois pays pilotes, les Palaos, Nioué et les ÉFM vont se charger de la formation sur leur propre territoire.
- Travailler de concert avec le PRIF sur les sauvegardes environnementales afin de garantir la cohérence avec les directives sur les ÉIE.
- Organiser un atelier de lancement régional pour le Protocole de Nagoya du FEM – Projet de renforcement des capacités sur l'accès et le partage des avantages (APA).
- Mener une analyse des lacunes pour les politiques et les législations du APA dans les pays insulaires océaniques et préparer un cadre régional pour les APA.
- Achever un état des lieux complet de l'application et du respect des législations nationales dans la région.
- Mettre à jour les quatre derniers états des lieux nationaux des législations environnementales à réviser établis au début de l'an 2000 et publier les 14 états des lieux nationaux.
- Dispenser des formations à la négociation lors de l'atelier CMS/CBD pré-COP.
- Achever la mise en œuvre du Projet FEM sur le « Renforcement des capacités en vue du développement de projets environnementaux régionaux et mondiaux dans le Pacifique » afin de permettre la certification de l'Agence exécutive du FEM.
- Suivre la soumission document descriptif du projet régional du FEM axé sur le « développement des capacités nationales et régionales de mise en œuvre des AME par le renforcement de la planification, de l'évaluation de l'état de l'environnement et l'établissement de rapports par les îles du Pacifique » à l'attention du FEM (octobre-novembre 2015).
- Soutenir la planification et la hiérarchisation des priorités nationales en prévision du FEM- 6.
- Par le biais du Groupe consultatif FEM du PROE, faciliter la mise en œuvre des projets FEM et la formulation des projets FEM-6 par le PIF pour les projets régionaux du PROE.
- Achever la rédaction de la Stratégie nationale de gestion de l'environnement (SNAGE) des îles Marshall.

- Commencer la rédaction de la SNAGE pour Nioué, les Palaos et les États fédérés de Micronésie.
- Intégrer la SNAGE dans les Stratégies nationales de développement durable (SNDD) à travers une participation active au « Partenariat de soutien à l'élaboration des SNDD ».
- Continuer à fournir une direction régionale pour faciliter le développement durable en tant que co-président du Groupe de travail sur le développement durable (GTDD) du CROP.
- Continuer à intégrer des indicateurs sexospécifiques issus de la base de données de la CPS sur les indicateurs minima du développement national (NMDI) dans la base de données du PROE sur les indicateurs nationaux minima sur l'environnement (NMEI).
- Continuer à tenir compte des questions sexospécifiques dans la formulation des SNAGE.
- Toutes les activités du projet ACP sur le renforcement des capacités pour la mise en œuvre des AME sont menées comme des activités nationales visant à renforcer les capacités nationales. Cela inclut la formation aux ÉIE, la rédaction de la SNAGE et l'élaboration du rapport national sur l'état de l'environnement (EE).
- Créer un réseau régional de professionnels de l'évaluation et de la planification environnementales, et relier ce dernier à la NZAIA et à d'autres réseaux professionnels d'intérêt.
- Création achevée du site Internet à destination des professionnels du Réseau pacifique pour l'évaluation de l'environnement.
- L'ensemble des activités de surveillance et de gouvernance environnementale menées au titre du projet ACP sur les AME vise à combler les déficits de capacités constatés.
- Finaliser le rapport sur l'état de l'environnement pour les îles Marshall et lancer la rédaction pour les Palaos et les Tonga.
- Promotion et renforcement exécutés du système en ligne SIG du PROE.
- Mettre à jour les données et informations relatives aux aires protégées pour les îles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tuvalu, les îles Cook et les Palaos.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette Division :

Under Recruitment	Directeur de la division Surveillance environnementale gouvernance
Clark PETERU	Conseiller juridique
Meapelo MAIAI	Conseiller chargé de l'assistance du FEM
Jope DAVETANIVALU	Conseiller en planification et développement des capacités
Paul ANDERSON	Spécialiste de la surveillance de l'environnementale et des rapports sur l'environnement
Melanie BRADLEY	Spécialiste de la planification environnementale
Anama Solofa	Chargé du projet BIOPAMA
Ryan WRIGHT	Spécialiste de la planification spatiale
Kilom ISHIGURO	Technicien en données géographiques
Pauline Fruean	Secrétaire du directeur/Assistante de Division
Vacant (unfunded)	Conseiller en développement durable

Composante : EMG1 – CADRES PROPICES

BUT : Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux et la mise en œuvre de la gouvernance, y compris les études d'impact sur l'environnement (EIE), la surveillance et les rapports sur l'environnement et les mécanismes institutionnels connexes

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD		
EMG1 : Cadres propices						
EMG1.1 – STRATÉGIE : Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux et la mise en œuvre de la gouvernance, y compris les études d'impact sur l'environnement (ÉIE), la surveillance et les rapports sur l'environnement et les mécanismes institutionnels connexes						
E4.1.1 Adoption et utilisation formalisées des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations intégrées de l'environnement en tant qu'importants outils de planification dans tous les pays	4.1.1.1 D'ici 2016, élaboration de modèles océaniques de cadres réglementaires, couvrant les études d'impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de modèles de cadres réglementaires (études d'impact, évaluations intégrées et évaluations stratégiques de l'environnement) élaborés. 	<ol style="list-style-type: none"> Élaborer et tester le manuel de formation aux directives ÉIE. Dispenser une formation aux Palaos, à Nioué et dans les ÉFM. Collaborer avec le PRIF sur les mesures de protection environnementale. 	Sous total – 188,052		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				133,322	54,730	-
				Source de financement		
			AUXB 39,082 NZXB 118,364 Programme 5,406 Support UNEP-EC 25,200	Sous Total – 12,876		
	4.1.1.2 D'ici 2015, mise en place chez au moins cinq Membres insulaires de cadres intégrés de politiques et de réglementations favorables inspirés des modèles océaniques.	Nombre de Membres ayant mis en place des cadres intégrés de politiques et de réglementations inspirés des modèles océaniques.	<ol style="list-style-type: none"> Organiser un atelier de lancement pour le projet APA. Préparer un cadre régional pour le projet APA. 	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				0	12,876	-
				Source de financement		
				NZXB 6,156 UNEP-EC 6,720	Sous Total – -0	
	4.1.1.3 4.1.1.3 D'ici 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés.	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'un recensement des besoins 	<ol style="list-style-type: none"> Réaliser des activités dans le cadre du rapport régional de synthèse sur les ANCR et mettre à profit les conclusions pour concevoir la phase 2 du projet ACP sur les AME et le formulaire d'identification de projet du FEM. 	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
-				-	-	
Source de financement						

Priorité 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																				
EMG2 EMG2.1 – STRATÉGIE : Intégration Appuyer l'intégration des politiques et initiatives de gouvernance environnementale portant sur le changement climatique, la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes, les espèces envahissantes et la gestion des déchets, dans l'ensemble des programmes et des processus nationaux de développement et de planification budgétaire																								
E4.2.1 Participation accrue des secteurs économiques et sociaux, de la recherche nationale et des établissements éducatifs à la planification environnementale.	4.2.1.1 Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq ÉTIO participent à la planification environnementale nationale.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres dont les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs participent à la planification environnementale nationale. 	Covered in 4.2.1.2	Sous Total – 0 <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;">Frais de personnel</td> <td style="width: 33%;">Frais de fonctionnement</td> <td style="width: 33%;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	-	-	-	Source de financement													
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																					
	-	-	-																					
Source de financement																								
4.2.1.2 D'ici 2015, les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cadres internationaux auront été intégrés dans les politiques et stratégies nationales d'au moins cinq Membres.	<ol style="list-style-type: none"> Nombre de Membres qui incluent les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME dans leurs politiques et stratégies nationales. 	<ol style="list-style-type: none"> Achever la rédaction de la Stratégie nationale de gestion de l'environnement (SNAGE) des îles Marshall. Lancer la rédaction de la SNAGE pour Nioué, les Palaos et les ÉFM. Intégrer les SNAGE dans les Stratégies nationales de développement durable (SNDD) à travers une participation active au « Partenariat de soutien à l'élaboration des SNDD » et le CORP. Présider la réunion du Groupe de travail sur le développement durable (GTDD). 	Sous total – 303,471 <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;">Frais de personnel</td> <td style="width: 33%;">Frais de fonctionnement</td> <td style="width: 33%;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">208,078</td> <td style="text-align: center;">95,393</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AUXB</td> <td style="text-align: center;">262,434</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UNEP-EC</td> <td style="text-align: center;">24,612</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UNEP</td> <td style="text-align: center;">10,752</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Prog. Support Unsecured</td> <td style="text-align: center;">2,523</td> <td style="text-align: center;">3,150</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	208,078	95,393	-	Source de financement			AUXB	262,434		UNEP-EC	24,612		UNEP	10,752		Prog. Support Unsecured	2,523	3,150
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																						
208,078	95,393	-																						
Source de financement																								
AUXB	262,434																							
UNEP-EC	24,612																							
UNEP	10,752																							
Prog. Support Unsecured	2,523	3,150																						
4.2.1.3 Questions touchant à la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale	<ul style="list-style-type: none"> Preuves de la prise en compte de la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale 	<ol style="list-style-type: none"> Intégrer les indicateurs sexospécifiques des NMDI dans les NMEI. Tenir compte des questions sexospécifiques dans la formulation des SNAGE (cible 4.2.1.2). 	Sous Total – 0 <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;">Frais de personnel</td> <td style="width: 33%;">Frais de fonctionnement</td> <td style="width: 33%;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	-	-	-	Source de financement														
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																						
-	-	-																						
Source de financement																								

Priorité 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD															
EMG3 : EMG3.1 – STRATÉGIE :																			
Renforcement des capacités Renforcer les capacités nationales et régionales à appliquer des processus efficaces de surveillance et d'évaluation de l'environnement dans le cadre des études d'impact, des évaluations intégrées et des évaluations stratégiques de l'environnement ainsi que des rapports sur l'état de l'environnement																			
E4.3.1 Capacités nationales et régionales (techniques et ressources humaines) renforcées en vue de la surveillance de l'environnement et de la production de rapports réguliers sur l'état de l'environnement.	4.3.1.1 D'ici 2015, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et de programmes régionaux normalisés concernant la formation et l'acquisition de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> Date d'adoption du programme régional de formation à la surveillance environnementale. 	<ol style="list-style-type: none"> Projet régional du FEM de renforcement des capacités nationales et régionales pour la mise en œuvre des AME conçu pour traiter la cible 4.3.1.1. Soumission du projet pour approbation par la réunion du Conseil du FEM en octobre-novembre 2015. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total - 0</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;"> </td> </tr> </table>	Sous Total - 0			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	-	-	-	Source de financement					
	Sous Total - 0																		
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																
-	-	-																	
Source de financement																			
4.3.1.2 D'ici 2015, programme de formation à la surveillance environnementale exécuté et cours de formation des formateurs dispensé chez au moins neuf Membres insulaires.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant mis en place un programme de formation à la surveillance environnementale. 	Addressed in 4.3.1.1	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total - 0</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;"> </td> </tr> </table>	Sous Total - 0			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	-	-	-	Source de financement						
Sous Total - 0																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
-	-	-																	
Source de financement																			
4.3.1.3 D'ici 2015, réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales en place dans le Pacifique.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales ayant intégré un réseau 	<ol style="list-style-type: none"> Créer un réseau régional de professionnels de l'évaluation et de la planification environnementale, et relier ce dernier à la NZAIA et à d'autres réseaux professionnels d'intérêt. La création de ce réseau se fera parallèlement aux cibles 4.1.1.1 et 4.2.1.2. Création achevée du site Internet à destination des professionnels du Réseau pacifique pour l'évaluation de l'environnement. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total - 0</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;"> </td> </tr> </table>	Sous Total - 0			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	-	-	-	Source de financement						
Sous Total - 0																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
-	-	-																	
Source de financement																			
E4.3.2 Capacités nationales de mise en œuvre des cadres directeurs et de la législation renforcées	4.3.2.1 D'ici 2015, évaluation des capacités requises et adoption de mesures pour combler les déficits recensés.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'activités régionales mises en œuvre pour combler les déficits de capacités. 	<ol style="list-style-type: none"> L'ensemble des activités de surveillance et de gouvernance environnementale menées au titre du projet ACP sur les AME vise à combler les déficits de capacités constatés. Projet régional du FEM de renforcement des capacités nationales et régionales pour la mise en œuvre des AME conçu pour poursuivre cette approche. Addressed through 4.3.1.1 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total - 0</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;"> </td> </tr> </table>	Sous Total - 0			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	-	-	-	Source de financement					
Sous Total - 0																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
-	-	-																	
Source de financement																			

Priorité 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																								
EMG4. Suivi et établissement de rapports																												
EMG4.1 – STRATÉGIE : Élaborer des indicateurs nationaux et régionaux prioritaires sur l'environnement et un programme approprié de rapports sur l'état de l'environnement																												
E4.4.1 Systèmes normalisés de rapports régionaux et nationaux sur l'état de l'environnement élaborés et largement utilisés pour établir des niveaux de référence et mesurer les évolutions	4.4.1.1 D'ici 2015, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions en matière d'accès aux données et de partage des données	<ul style="list-style-type: none"> Date de mise en place d'un cadre régional sur l'état de l'environnement. 	<ol style="list-style-type: none"> Finaliser les rapports sur l'état de l'environnement pour la République des îles Marshall. Amorcer la rédaction des rapports sur l'état de l'environnement dans les Palaos et les Tonga. Promotion et renforcement exécutés du système en ligne SIG du PROE. Mettre à jour les données et informations relatives aux aires protégées pour les îles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tuvalu, les îles Cook et les Palaos. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total – 342,044</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">210,970</td> <td style="text-align: center;">128,574</td> <td style="text-align: center;">2,500</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AUXB</td> <td style="text-align: center;">26,525</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">IUCN</td> <td style="text-align: center;">140,728</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UNEP-EC</td> <td style="text-align: center;">169,746</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Prog. Support</td> <td style="text-align: center;">5,046</td> <td></td> </tr> </table>	Sous Total – 342,044			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	210,970	128,574	2,500	Source de financement			AUXB	26,525		IUCN	140,728		UNEP-EC	169,746		Prog. Support	5,046	
	Sous Total – 342,044																											
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																									
	210,970	128,574	2,500																									
	Source de financement																											
	AUXB	26,525																										
	IUCN	140,728																										
	UNEP-EC	169,746																										
	Prog. Support	5,046																										
	4.4.1.2 Niveaux de référence des principaux indicateurs régionaux sur l'environnement établis, y compris les grands indicateurs sur le changement climatique, la biodiversité ainsi que les déchets et la pollution, surveillance régulière effectuée et rapport sur l'état de la biodiversité régionale produit en 2015.	<ul style="list-style-type: none"> Date d'adoption des niveaux de référence des principaux indicateurs environnementaux. 	Voir 4.1.4.1.	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total - 0</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> </table>	Sous Total - 0			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	-	-	-	Source de financement														
	Sous Total - 0																											
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																									
-	-	-																										
Source de financement																												
4.4.1.3 D'ici 2015, diffusion d'un premier rapport sur l'état de l'environnement de la région.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant contribué à l'établissement des indicateurs sur l'état de l'environnement. 	Voir 4.1.4.1.	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total - 0</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">-0</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> </table>	Sous Total - 0			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	-0	-	-	Source de financement															
	Sous Total - 0																											
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
-0	-	-																										
Source de financement																												
<ul style="list-style-type: none"> État d'avancement du rapport régional sur l'état de l'environnement 	Voir 4.1.4.1.	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total - 0</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> </table>	Sous Total - 0			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	-	-	-	Source de financement																
Sous Total - 0																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
-	-	-																										
Source de financement																												
4.4.1.4 D'ici 2015, mise en place de bases de données nationales et régionales aux fins d'inventaire et de surveillance de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> État de la mise en place des systèmes d'inventaire nationaux et régionaux 	Voir 4.1.4.1.	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous Total - 0</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> </table>	Sous Total - 0			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	-	-	-	Source de financement															
Sous Total - 0																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
-	-	-																										
Source de financement																												

Priorité 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2016 G

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD		
	4.4.1.5 D'ici 2015, mise en place de procédures de gestion des données et des informations et de préparation des rapports.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant mis en place des procédures de gestion des données. 	Voir 4.1.4.1.	Sous total - 0		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				-	-	-
				Source de financement		
	4.4.1.6 D'ici 2015, production par au moins cinq Membres insulaires de leurs rapports nationaux sur l'état de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant produit leurs rapports sur l'état de l'environnement. 	Voir 4.1.4.1.	Sous Total - 0		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				-	-	-
				Source de financement		

TOTAL PRIORITÉ 4	Frais de personnel	\$ 754,870
	Frais de fonctionnement	\$1,015,686
	Frais d'investissement	\$5,500
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>\$1,776,056</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (USD)	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	406,650
	IUCN	81,220
	NZXB	150,800
	Prog Support	18,021
	UNEP-EC	98,180
Frais de fonctionnement :	AUXB	89,635
	IUCN	59,508
	NZXB	45,198
	UNDP GEF	514,486
	UNEP-EC	134,558
	UNEP	169,152
	Unsecured	3,150
Frais d'investissement :	NZXB	3,000
	UNEP-EC	2,500
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	1,772,906	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	3,150	

BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY	AMOUNT
Fiji	3,000
Federated States of Micronesia	16,050
Kiribati	11,300
Republic of Marshall Islands	29,325
Niue	18,300
Palau	45,800
Tonga	21,400
Tuvalu	7,300
Vanuatu	9,360
Regional (includes salaries)	1,614,221
TOTAL BUDGET	1,776,056

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 5 : SERVICES GÉNÉRAUX

BUT : Veiller au bon fonctionnement du Secrétariat et à la prestation efficace de services à tous les Membres

Contexte stratégique

La direction et les services généraux ont pour mission de veiller à ce que le PROE continue d'être une organisation efficace et performante, propre à répondre aux priorités des Membres formulées dans son Plan stratégique 2011-2015, grâce à la prestation des services d'appui suivants : finances, ressources humaines et administration, technologies de l'information, communication et sensibilisation, publications, éducation et information.

Cet appui vise notamment les domaines prioritaires suivants : changement climatique, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, surveillance et gouvernance environnementale.

Les systèmes et les processus internes ont été renforcés grâce à l'introduction de nouvelles plateformes en ligne pour les ressources humaines et les services financiers, ce qui permet d'harmoniser les processus, d'améliorer l'efficacité globale et de réduire l'utilisation du papier.

Support for the delivery of outputs under the Executive management and corporate services will be provided by the following staff:

<u>Name</u>	<u>Position</u>
Vacant	Directeur général
Kosi LATU	Deputy Director General
Rosanna GALUVAO AH-CHING	Executive Assistant to the Director General
Apiseta ETI	Executive Assistant to the Deputy Director General
Audrey BROWN-PEREIRA	Executive Officer
Selesitina MENI-RETI	Internal Auditor
Moriana PHILLIP	SPREP Technical Expert (Water Sector) - Republic of Marshall Islands
Simpson Abraham <i>Unfunded</i>	SPREP Solid Waste Management Expert - FSM Planificateur stratégique/Attaché de liaison avec les donateurs
Simon WILSON	Conseiller en suivi-évaluation
Christian SLAVEN	Directeur des technologies de l'information
Epeli TAGI	Ingénieur chargé des réseaux et du soutien informatiques

Billy CHAN TING
Ainsof SO'O
En cours de recrutement
Nanette WOONTON
Miraneta WILLIAMS-HAZELMAN

Angelica SALELE
Lupe SILULU
Emma Arasi
Alofa TU'UUAU
Makereta KAURASI-MANUELI
vacant
Maraea SLADE-POGI
Vacant
Leilani CHAN TUNG
Rachel LEVI
Penina MATATUMUA
Sabrina REUPENA
Reuben TAMANIKAIYAROI
Elama TOFILAU
Lawrence WARNER
Faamanatu SITITI
Tologauvale LEAULA
Amosa TO'OTO'O
Tagiilima ENELE
Simeamativa LEOTA-VAAI
Luana CHAN
Christine PURCELL
Jolynn FEPULEAI
Monica TUPAI

Spécialiste du développement d'applications web
Développeur analyste système
Conseillère en communication et sensibilisation
Attachée de relations publiques
Directrice du Centre d'information et de documentation
Chargée de l'information
Responsable des dossiers et des archives
Assistant chargé des dossiers et archives
Conseillère financière et administrative
Comptable
Comptable de projet
Chargée de la comptabilité et de l'administration
Chargé des conférences et des voyages
Chargée des finances
Chargée des finances
Chargée des finances
Chargé des finances
Chargé des finances
Responsable des biens immobiliers
Chauffeur/commis
Préposée au nettoyage et au thé
Préposé au nettoyage et au thé
Jardinier
Conseillère en ressources humaines
Chargée des ressources humaines
Administratrice adjointe des ressources humaines
Administratrice adjointe des ressources humaines
Assistante des Services généraux

Composante 5 : SERVICES GÉNÉRAUX

But : Tous les services transversaux fournis par le Secrétariat sont alignés sur les buts des 4 domaines prioritaires du Plan stratégique

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD		
Volet : 5.1 – Direction générale						
CS1.1 – Stratégie : Appuyer les Membres grâce à la prestation efficace de services						
C5.1.1 Diriger efficacement le Secrétariat et le doter des ressources financières et humaines suffisantes pour réaliser les priorités stratégiques du Plan 2011-2015.	5.1.1.1 Évaluer l'efficacité de la prestation des services généraux pour veiller à ce que le Secrétariat puisse réaliser les priorités du Plan stratégique 2011-2015.	<ul style="list-style-type: none"> Secrétariat disposant des ressources et du soutien nécessaires à la réalisation des priorités stratégiques du Plan 2011-2015. Mise sur pied d'une unité chargée de l'audit interne afin d'améliorer les procédures liées à la gouvernance pour servir les États membres 	<ol style="list-style-type: none"> Entreprendre une consultation large et efficace avec les Membres, les partenaires, et le personnel relativement à l'élaboration du nouveau Plan stratégique du PROE. Le nouveau Plan stratégique reflète les priorités des membres du PROE et est présenté pour adoption à la 27^e Conférence du PROE Les fonctions de gouvernance du PROE sont davantage renforcées, notamment au niveau du suivi et de l'évaluation, de la gestion des risques et de la gestion financière 	Sous Total – 1,723,711		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				1,037,730	680,981	5,000
				Source de financement		
	5.1.2.1 Veiller à la planification et à l'organisation efficaces de la Conférence du PROE et des autres réunions de haut niveau dont le PROE est responsable	<ul style="list-style-type: none"> Conférence annuelle du PROE organisée de manière professionnelle, en offrant à tous les Membres la possibilité d'y participer. 	<ol style="list-style-type: none"> Diffusion en amont de la 27^e Conférence du PROE de tous les documents utiles à celle-ci. Le rapport de la Conférence du PROE a été distribué aux Membres en temps et en heure, tant en version papier qu'en version électronique, dans ses versions anglaise et française. Le rapport annuel de 2015 répondait à de très hauts critères de qualité et fut transmis aux Membres à temps pour la 27^e Conférence du PROE. 	AUXB Core NZXB Unsecured	307,291 1,069,820 46,600 300,000	
5.1.3.1 Veiller à la consultation efficace et régulière des Membres.	<ul style="list-style-type: none"> Les Membres sont consultés et informés des décisions importantes. Participation des membres de la TROIKA au Comité d'audit, ce qui garantit une consultation efficace des membres Achèvement de la gestion des risques par le Secrétariat La gestion du Secrétariat est assurée en ligne avec les avis professionnels visant à améliorer l'efficacité de la gestion des risques, du contrôle interne et des processus de gouvernance. 	<ol style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre le plan d'audit pour 2016 Appuyer le Comité d'audit en organisant deux réunions au cours de l'année et en établissant des rapports sur ses activités à destination du Secrétariat. Fournir un avis technique et assister à la gestion des contrôles internes et des questions liées aux risques de gestion. Effectuer un suivi de la politique relative à la fraude et à sa mise en œuvre. 				
5.1.4.1 Veiller à ce que l'audit interne soit effectivement au service du Comité d'audit et effectue ses audits annuels comme prévu par le plan d'audit annuel.						

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																								
Volet : 5.2 – Information et communication																												
Sous-volet : 5.2.1 – Technologies de l'information et télécommunications																												
C5.2.1a Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux.	5.2.1.1 Gestion des bases de données de l'Organisation et de ses programmes.	<ul style="list-style-type: none"> Bases de données de l'Organisation disponibles aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plate-forme technique appropriée et stable. 	<ol style="list-style-type: none"> Révision et mise à jour du site web du PROE. Fournir des conseils et une assistance techniques pour la mise en service des programmes de gestion des ressources humaines, notamment Employee Connect. Fournir des conseils et un soutien concernant le fonctionnement du système de gestion financière TechOne. Achever le développement du système d'information sur la gestion des projets. Fournir des conseils et un appui techniques aux projets régionaux. Fournir conseils et soutien au Groupe de travail chargé de la gestion des connaissances. Poursuivre le développement et la mise à jour des systèmes d'information de l'organisation. 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous Total – 1,006,908</th> </tr> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>757,058</td> <td>223,350</td> <td>26,500</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>284,528</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Core</td> <td>591,870</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>124,510</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UNDP-GEF</td> <td>6,000</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous Total – 1,006,908			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	757,058	223,350	26,500	Source de financement			AUXB	284,528		Core	591,870		NZXB	124,510		UNDP-GEF	6,000	
	Sous Total – 1,006,908																											
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																									
757,058	223,350	26,500																										
Source de financement																												
AUXB	284,528																											
Core	591,870																											
NZXB	124,510																											
UNDP-GEF	6,000																											
5.2.1.2 Assistance sur les TIC fournie au Secrétariat.	<ul style="list-style-type: none"> TIC à disposition des agents du PROE et gérées sur une plate-forme technique stable. Agents du PROE informés des interruptions de service informatique, programmées afin de perturber le moins possible les activités du Secrétariat. 	<ol style="list-style-type: none"> Augmenter la capacité de stockage du réseau. Mettre à niveau le standard téléphonique et le programme de gestion et de comptabilisation des appels. Former les agents à l'utilisation des outils informatiques et des applications logicielles courantes. Dispenser une formation technique au personnel des services météorologiques régionaux. Assurer le soutien informatique à la Conférence du PROE. Fournir conseils et appui techniques pour les sites et portails des projets/programmes. Fournir conseils et appui au Groupe de travail chargé des services informatiques du CORP dans le cadre des initiatives du CORP en matière d'informatique. 																										
5.2.1.3 Élaboration et mise à jour d'un processus de gestion des risques relatifs aux TIC.	<ul style="list-style-type: none"> Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique. 	<ol style="list-style-type: none"> Réviser et tester les plans antisinistres du PROE. Réviser et mettre en œuvre les règles et procédures sur les TIC. Suivre et maintenir les accords sur les niveaux de service et les relations avec les partenaires commerciaux. 																										

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD
Volet : 5.2 – Information et communication				
Sous-volet : 5.2.2 – Unité de documentation et d'information				
C5.2.2a Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux.	5.2.2.1 Système d'archivage développé et tenu à jour.	<ul style="list-style-type: none"> • Système d'archivage permettant un accès rapide aux données élaboré et déployé. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Numériser les documents administratifs du PROE et les documents concernant les programmes. 2. Numériser et classer les lettres d'accord, les protocoles d'accord et les lettres d'entente dans la base de données des archives. 3. Entretien de la base de données des archives du PROE. 	
	5.2.2.2 Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires.	<ul style="list-style-type: none"> • Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits. • Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles. Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable. • Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique. • Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Fournir des services de recherche et de documentation au personnel du PROE et aux parties prenantes de la région. 2. Répondre aux demandes d'information dans les 24 à 48 heures. 3. Développer la base de données et l'infrastructure Internet de la bibliothèque du PROE pour maximiser l'accès aux informations sur l'environnement. 5. Affiner le système d'accès à l'information par le biais des bibliothèques virtuelles du PEIN. 6. Acquérir des supports d'information à la fois sous forme imprimée et numérique pour répondre aux besoins des utilisateurs et des parties prenantes du PROE. 7. Élaborer et/ou mettre à jour les politiques, directives et ressources marketing existantes de l'IRCA. 8. Diffuser les publications du PROE aux Membres, aux parties prenantes et aux bibliothèques sur des supports appropriés et dans les délais impartis. 9. Accroître la présence et la visibilité du PROE sur les médias sociaux : Facebook, YouTube, Twitter. 	
	5.2.2.3 Systèmes de gestion des dossiers à jour et services fournis.	<ul style="list-style-type: none"> • Systèmes de gestion des dossiers en place et régulièrement examinés et actualisés conformément aux meilleures pratiques actuelles. • Services de courrier et d'archivage fournis 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Numérisation et enregistrement des registres dans Outlook afin de pouvoir les retrouver facilement au besoin. 2. Fournir des services de gestion des dossiers fiables au Secrétariat en temps opportun. 	

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD
Volet : 5.2 – Information et communication				
Sous-volet : 5.2.3 – Communication, publications et éducation				
C5.2.3a Capacités nationales de communication et d'éducation renforcées et appuyées.	5.2.3.1 Programmes nationaux d'éducation et de communication sur l'environnement renforcés pour promouvoir les changements de comportements à tous les niveaux.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de pays dotés de stratégies de communication. • Nombre de publications et de supports de sensibilisation et d'éducation disponibles et accessibles aux Membres par le biais du PROE. <p>Activités d'éducation et de sensibilisation à l'environnement menées par le PROE de manière cohérente et coordonnée en privilégiant l'application des principes de l'EDD.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dresser l'état des lieux actuel des stratégies de communication et d'éducation dans les pays membres du PROE afin d'en produire un tour d'horizon et de pouvoir les faire progresser. 2. Permettre à l'équipe chargée de la communication et de la sensibilisation de développer une stratégie de communication en ligne avec le nouveau Plan stratégique à venir. 3. Renforcer le système afin de mettre les supports éducatifs destinés aux enseignants à la disposition de ces derniers sur le portail sur le changement climatique (par le biais du Groupe de travail de la PCCR sur la gestion des connaissances). 4. Élaborer et mettre en œuvre une politique et une stratégie en matière d'évaluation de l'environnement et de vulgarisation, qui mette ainsi l'accent sur un domaine clé du travail du PROE pour 2016 – y compris le développement d'une boîte à outils sur une thématique clé du domaine de l'environnement. 	
	5.2.3.2 Questions techniques et scientifiques dûment communiquées à tous les niveaux, des activités communautaires à l'élaboration de politiques.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de matériels de communication scientifique produits et distribués. • Niveau de compréhension à l'échelon régional des principales thématiques environnementales. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Développer au moins deux ressources permettant de communiquer deux domaines scientifiques et techniques s'inscrivant de la cadre du travail du PROE. 2. Intégrer au moins une approche novatrice de la communication sur les sujets scientifiques, en mettant à profit les enseignements tirés d'autres initiatives et projets. 	
	5.2.3.3 Participation accrue de la jeunesse et des jeunes cadres aux actions et aux décisions portant sur l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Initiative PEEL (Futurs leaders océaniques de l'environnement) en place • Nombre d'activités élaborées dans le cadre du réseau • Système d'encadrement mis en place pour aider les bénéficiaires du réseau PEEL. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Lever des fonds pour la mise en œuvre des initiatives du PEEL. 2. Renforcer le système d'accompagnement du PEEL afin de permettre des détachements/stages. 3. Soutenir et modérer les discussions du PEEL. 4. Soutenir l'ambassadeur des jeunes du PROE afin de renforcer l'aspect environnement dans au moins une activité des jeunes. 	

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD
	<p>5.2.3.4 Couverture renforcée des thématiques et manifestations environnementales nationales, régionales et internationales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Production de documents dans le but d'aider les médias océaniques à diffuser des informations factuelles. • Formation proposée aux médias océaniques pour renforcer la couverture des thématiques environnementales. • Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement. • Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux. • Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniques lors de certaines réunions régionales et internationales. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Élaboration de quatre fiches de renseignement/aide-mémoires afin d'aider les médias océaniques à produire des articles de presse sur des questions clés du domaine de l'environnement. 2. Dispenser une formation nationale aux médias océaniques dans au moins deux pays membres du PROE. 3. Organiser une formation aux médias en interne pour le personnel du PROE afin de renforcer les compétences en la matière. 4. Une campagne du Voyage Pacifique en vue de la CdP 13 de la CBD est organisée pour soutenir les activités de communication. 	
	<p>5.2.3.5 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres grâce aux médias.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE. • Personnel du PROE mieux équipé pour développer des relations avec les médias afin de sensibiliser le public. • Matériels de relations publiques du PROE produits et diffusés. • Au moins une activité/manifesteration médiatique accueillie par le PROE au niveau régional ou national pour attirer l'attention sur le PROE et son travail. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. La visibilité du PROE est claire grâce à la présentation des supports et des produits du PROE. 2. Mise à jour d'au moins un article par jour sur le site et sur la page Facebook du PROE, suivi d'une diffusion sur les listes de diffusion aux médias et à d'autres parties, dont des représentants des médias de tous les Membres océaniques. 3. Présence et soutien du PROE au Sommet semestriel des médias du Pacifique et/ou à la Réunion des diffuseurs du Pacifique à l'occasion du festival du film océanien. 4. Partenariat du PROE avec une institution médiatique afin d'accroître son rayonnement dans la région. 	

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD
	5.2.3.6 Capacité médiatique du Pacifique renforcée pour aborder les thématiques environnementales et améliorer leur compréhension.	<ul style="list-style-type: none"> • Production de documents dans le but d'aider les médias océaniques à diffuser des informations factuelles. • Formation proposée aux médias océaniques pour renforcer la couverture des thématiques environnementales. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Élaboration de quatre fiches de renseignement/aide-mémoires afin d'aider les médias océaniques à produire des articles de presse sur des questions clés du domaine de l'environnement. 2. Dispenser une formation nationale aux médias océaniques dans au moins deux pays membres du PROE. 	
	5.2.3.7 Soutien fourni aux Membres du PROE concernant les relations publiques et les volets de leurs stratégies nationales de communication portant sur les médias.	<ul style="list-style-type: none"> • Production de matériels à l'intention des Membres pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux. • Prise en compte des médias dans les comités nationaux d'étude et de planification des projets environnementaux. • Nombre de stratégies nationales de communication tenant compte des relations publiques et des médias. • Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Élaboration de guides à l'intention des médias pour au moins deux services météorologiques de deux pays membres du PROE dans le cadre du projet FINPAC. 2. Tenue de deux stages de formation nationaux rassemblant le personnel météorologique du Pacifique et les médias nationaux afin de tisser des liens. 3. Organisation d'au moins deux stages de formation pour les pays membres du PROE afin de renforcer leurs compétences en matière de médias. 	
	5.2.3.8 Soutien fourni au PROE et aux Membres dans le cadre des activités de communication et de la couverture médiatique des manifestations régionales et internationales.	<ul style="list-style-type: none"> • Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement. • Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniques lors de certaines réunions régionales et internationales. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. La campagne du Voyage Pacifique en vue de la CdP 13 de la CBD est réalisée et mise en œuvre. 2. Développement de formations de communication pour les Membres du PROE qui se rendront aux événements internationaux dans le cadre de la campagne du Voyage Pacifique. 	
	5.2.3.9 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres aux échelons régional et international.	<ul style="list-style-type: none"> • Matériels de relations publiques produits conformément aux directives du PROE relatives à la visibilité et à l'image de l'organisation dans le cadre de la Stratégie de communication intégrée du PROE. • Site web du PROE contenant des informations actualisées et pertinentes, soumises à un contrôle qualité conformément à la Stratégie de communication intégrée du PROE. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Continuer à mettre à jour le site web du PROE et la page Facebook avec les dernières informations au moins une fois par semaine. 2. Augmentation d'au moins 20 % du nombre de messages publiés sur Twitter et du nombre d'abonnés. 3. Développer le nouveau label du PROE afin d'accompagner le nouveau Plan stratégique du PROE. 	

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD																			
	5.2.3.10 Préparation et diffusion de publications et de matériels sur les thématiques abordées et les travaux réalisés par le PROE.	<ul style="list-style-type: none"> Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE. 	<ol style="list-style-type: none"> Produire et continuellement améliorer le bulletin SPREP-TOK selon le calendrier convenu. Produire le rapport annuel du PROE selon le calendrier convenu. Continuer à prodiguer des conseils et produire d'autres supports de communication (sur papier et en ligne) pour promouvoir l'action du PROE. Finaliser la feuille de route du PROE en matière de médias sociaux avec le soutien de l'équipe chargée de la communication et de la sensibilisation. 																				
Volet : 5.3 – Finances et administration																							
C5.3.1 Fournir des informations et des rapports transparents, fiables et opportuns.	5.3.1.1 États financiers fiables présentés en temps voulu à la Conférence du PROE.	<ul style="list-style-type: none"> États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes. 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir les états financiers et les données pour l'année 2015 aux auditeurs externes à des fins d'audit. Suivre les flux de trésorerie et le bilan de l'organisation et fournir un rapport en bonne et due forme. Faciliter les audits afin de garantir l'obtention d'une opinion d'audit sans réserve pour l'année 2015. Consolider les estimations du budget de façon précise et dans les délais impartis. 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous Total – 1,166,320</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>643,220</td> <td>467,100</td> <td>56,000</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>Core UNDP-GEF</td> <td colspan="2">1,116,320</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td>50,000</td> </tr> </table>	Sous Total – 1,166,320			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	643,220	467,100	56,000	Source de financement			Core UNDP-GEF	1,116,320					50,000
	Sous Total – 1,166,320																						
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																				
	643,220	467,100	56,000																				
Source de financement																							
Core UNDP-GEF	1,116,320																						
			50,000																				
5.3.1.2 Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux donateurs	<ul style="list-style-type: none"> Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers. 	<ol style="list-style-type: none"> Soutenir les demandes des donateurs en leur fournissant des conseils et des services de qualité. Fournir des rapports financiers en temps voulu afin de répondre aux exigences des donateurs. 																					
5.3.1.3 Présentation de rapports de gestion financière à la Direction et aux programmes.	<ul style="list-style-type: none"> Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat. 	<ol style="list-style-type: none"> Conseiller la Direction générale et le personnel sur les questions financières. Fournir les rapports hebdomadaires et mensuels (financiers, budgétaires et sur les projets) requis par les agents. Fournir des services financiers professionnels et des conseils pertinents aux agents. Assurer le suivi des rapports budgétaires mensuels et fournir des conseils avisés aux agents. 																					

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD									
	5.3.1.4 Processus de gestion intégrée des risques financiers mis en œuvre.	<ul style="list-style-type: none"> Facteurs de risques financiers régulièrement évalués et mesures d'atténuation des risques élaborées et régulièrement mises à jour. 	<ol style="list-style-type: none"> Poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre des réformes sur le nouveau système d'information sur la gestion financière. Former et encourager le personnel à utiliser le nouveau système d'information sur la gestion financière afin d'augmenter la productivité, l'efficacité et l'efficacé. Fournir des conseils en matière de politiques et soutenir le personnel relativement à la politique d'approvisionnement et aux autres questions opérationnelles. 										
	5.3.1.5 Gestion et administration des biens	<ul style="list-style-type: none"> Plans et systèmes de gestion durable des infrastructures et des biens en place et régulièrement évalués et actualisés. 	<ol style="list-style-type: none"> Promouvoir des pratiques efficaces de gestion immobilière et de gestion foncière. Gérer les biens immobiliers afin de les maintenir aux normes établies. Fournir des véhicules avec chauffeur à la Direction générale et aux dignitaires officiels invités ainsi que les services de transport terrestre connexes. Fournir des services d'appui administratif à l'ensemble du personnel et des locataires et procéder à leur examen si nécessaire. 										
Volet : 5.4 – Gestion des ressources humaines													
C5.4.1 Conseils, politiques et procédures fournis de manière efficace et en temps utile en vue de la gestion et de l'administration des ressources humaines	5.4.1.1 Conseils et planification stratégiques en matière de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> Conseils stratégiques fournis en matière de gestion et d'administration des ressources humaines 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir des conseils réguliers, pertinents et pratiques à la Direction générale sur les questions stratégiques de gestion des ressources humaines conformément aux meilleures pratiques du CORP et celles en vigueur au niveau international. 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous Total – 415,170</th> </tr> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>262,170</td> <td>147,000</td> <td>6,000</td> </tr> </tbody> </table>	Sous Total – 415,170			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	262,170	147,000	6,000
	Sous Total – 415,170												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement											
262,170	147,000	6,000											
5.4.2.1 Règlement du personnel et politiques et procédures de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> Règlement du personnel révisé et régulièrement mis à jour. Politiques de gestion des ressources humaines en place et régulièrement examinées et actualisées conformément aux meilleures pratiques actuelles. <ol style="list-style-type: none"> Recrutement et sélection Rémunération Fidélisation Initiation Conditions d'emploi Hygiène et sécurité du travail Relations de travail Analyse et évaluation des postes réalisées pour refléter la structure de l'Organisation. 	<ol style="list-style-type: none"> Garantir que le règlement du personnel est à jour. Réviser et actualiser les politiques et procédures de gestion des ressources humaines et élaborer les politiques nécessaires pour refléter les meilleures pratiques actuelles. Participer aux activités du Groupe de travail du CORP sur l'harmonisation, notamment à son plan de travail. Mise en œuvre du module RH du projet de système de gestion des informations des ressources humaines. Poursuivre l'examen et la mise à jour des descriptifs de fonction et des évaluations pour qu'ils reflètent la structure de l'Organisation et les fonctions associées, ainsi que la valeur des postes. Continuer à identifier des domaines de développement pour les ressources humaines. Assurer le recrutement et la rétention d'un personnel qualifié. 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2">Source de financement</th> </tr> <tr> <th>Core</th> <th>415,170</th> </tr> </thead> </table>	Source de financement		Core	415,170						
Source de financement													
Core	415,170												

Objectifs pour 2016	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2016	Prévisions budgétaires USD
	5.4.3.1 Système d'amélioration des résultats personnels, formation et perfectionnement.	<ul style="list-style-type: none"> • Système d'amélioration des résultats personnels appliqué dans l'ensemble de l'Organisation, en établissant des liens avec la rémunération. • Plans de formation et de perfectionnement pris en compte. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Garantir que le Système de développement des performances est à jour et continue à soutenir le développement des performances du personnel. 2. Recenser les possibilités de formation et de perfectionnement conformément aux plans associés dans l'optique du perfectionnement professionnel et du renforcement des capacités. 	

TOTAL PRIORITÉ 5	Frais de personnel	\$2,700,178
	Frais de fonctionnement	\$1,518,431
	Frais d'investissement	\$93,500
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>\$ 4,312,108</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES USD	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	566,818
	CORE	1,990,850
	NZXB	142,510
Frais de fonctionnement :	AUXB	25,001
	Core	1,114,830
	NZXB	28,600
	UNDP-GEF	50,000
	Unsecured	300,000
Frais d'investissement :	Core	87,500
	UNDP-GEF	6,000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	4,012,108	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	300,000	

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2016 - Par cible

CHANGEMENT CLIMATIQUE

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	1.1.1.1	1.1.1.2	1.1.2.1	1.1.3.1	1.2.1.1	1.2.1.2	1.2.1.3	1.2.1.4	1.2.2.1	1.2.3.1	1.2.3.2	1.3.1.1	1.3.2.1	1.3.3.1	1.3.4.1	2014
	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	ESTIMATION BUDGÉTAIRE
I. FRAIS DE PERSONNEL																
Directeur, Changement climatique	1,665	1,480	1,665	1,665	1,665	1,480	-	1,480	1,480	-	1,480	1,480	1,480	1,480	-	18,500
Conseiller en matière de changement climatique	13,273	13,273	11,614	11,614	11,614	11,614	11,614	11,614	11,614	11,614	11,614	11,614	11,614	11,614	-	165,910
Conseiller en matière d'adaptation au changement climatique	19,493	-	12,995	19,493	6,498	6,498	-	6,498	6,498	25,990	-	12,995	6,498	6,498	-	129,950
Conseiller en finance climatique	-	-	-	-	20,846	-	31,269	46,904	5,212	-	-	-	-	-	-	104,230
Gestionnaire de projet - FINPACC	(2,790)	-	25,108	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22,318
Responsable Météorologie et climat	12,080	24,160	0	24,160	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	60,400
Coordinateur du Système mondial d'observation des océans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coordinateur des services de prédictions climatiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Responsable technique pour le changement climatique	-	-	-	-	13,883	13,883	27,765	-	37,020	-	-	-	-	-	-	92,550
Conseiller en coordination pour le changement climatique	-	-	5,313	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,313
Attaché de relations publiques et médias	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Responsable de la gestion des savoirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistant technique pour le changement climatique dans le Pacifique	-	20,343	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20,343
Assistant programme / division	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	43,721	59,255	56,695	56,931	54,505	33,474	70,648	66,495	61,823	37,604	13,094	26,089	19,591	19,591	-	619,514
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT																
Frais administratifs	66,518	79,353	2,339	53,339	5,008	34,691	136,885	30,991	12,112	-	109	48	-	-	-	421,523
Frais généraux	1,820	2,725	2,120	28,410	23,500	8,474	3,000	1,085	1,720	-	1,085	475	-	-	-	75,229
Frais de consultance	450,304	801,256	-	264,509	-	140,900	10,000	160,000	-	-	-	-	-	-	-	1,826,969
Frais liés aux réunions et conférences	3,000	16,700	14,723	6,000	7,400	3,000	3,000	3,000	42,000	-	-	-	-	-	-	98,823
Frais de formation des ÉTIO	-	-	-	102,423	26,581	28,320	7,500	-	73,400	-	-	-	-	-	-	238,225
Frais accessoires des ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais d'assistance au sein du pays	25,955	15,000	-	52,000	-	109,000	44,100	79,150	-	-	-	-	-	-	-	328,205
Frais liés à des événements spécifiques	-	21,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21,000
Financements de projets versés directement aux pays	-	-	-	-	-	25,000	1,106,438	66,000	-	-	-	-	-	-	-	1,197,438
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	547,597	936,034	19,182	506,682	62,489	349,385	1,310,923	340,226	129,232	-	1,194	523	-	-	-	4,207,413
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT																
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	596,897	1,029,327	148,281	756,223	106,589	428,155	1,426,225	422,609	203,076	13,094	40,757	33,588	19,591	-	-	5,289,384
Cibles																
1.1.1.1	Intégration de l'adaptation au changement climatique, y compris des approches écosystémiques, et de la réduction des risques dans les stratégies de développement durable															
1.1.1.2	Les enseignements des efforts d'adaptation, y compris ceux déployés dans le cadre du PACC, documentés dans au moins cinq pays participant à ce projet															
1.1.2.1	D'ici à 2015, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés															
1.1.3.1	D'ici 2015, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté ; augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre.															
1.2.1.1	Au moins 10 Membres ont renforcé leur capacité institutionnelle et peuvent utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes lors de l'élaboration de politiques															
1.2.1.2	D'ici 2011, élaboration d'un portail sur le changement climatique et exécution de au moins cinq programmes de sensibilisation et stratégies de communication															
1.2.1.3	Toutes les recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux sont mises en œuvre															
1.2.1.4	Au moins 14 services météorologiques nationaux ont amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanique et les prévisions en la matière et sont dotés de bases de données nationales sur le climat et les catastrophes naturelles															
1.2.2.1	Participation et prise de décision éclairées pour répondre aux impacts du changement climatique															
1.2.3.1	D'ici 2015, participation efficace de tous les pays insulaires océaniques aux principales négociations internationales sur le changement climatique															
1.2.3.2	Nombre accru de contributions de la région au cinquième rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat															
1.3.1.1	Développement des capacités des ressources humaines, renforcement institutionnel et formation à l'environnement appuyés															
1.3.2.1	D'ici à 2015, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région															
1.3.3.1	D'ici à 2015, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques															
1.3.4.1	D'ici 2015, tous les Membres seront dotés d'une autorité nationale d'application des mécanismes de compensation des émissions de carbone et auront élaboré des projets au titre du Mécanisme pour un développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto															

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2016 - Par cible
BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

	2.1.1.1	2.1.1.2	2.1.1.3	2.1.1.4	2.1.1.5	2.1.1.6	2.1.2.1	2.1.3.1	2.1.4.1	2.1.5.1	2.2.1.1	2.2.1.2	2.2.2.1	2.2.2.2
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire
I. FRAIS DE PERSONNEL														
Directeur, Biodiversité et gestion écosystémique	9,869		9,869				9,869	9,869	9,869	9,869		9,869	9,869	
Conseiller en biodiversité	46,784							35,088	35,088					
Responsable de la biodiversité de l'écosystème		44,645						44,645	9,921					
Conseiller côte et mer		21,580	21,580	21,580	5,395	10,790	5,395	5,395	5,395	10,790				
Conseiller en espèces menacées et migratrices											21,380	5,345	10,690	10,690
Chargé de la conservation des requins et des raies											9,412	9,412	9,412	9,412
Responsable de la base de données sur les tortues														
Conseiller en espèces envahissantes														
Chargé du réseau pédagogique océanique sur les espèces envahissantes (PILN)														
Gestionnaire du projet PEBACC et responsable de la composante Fidji								130,700						
Responsable pays du PEBACC pour les îles Salomon								110,110						
Responsable pays du PEBACC pour le Vanuatu								114,100						
Chargé de communications pour le projet PEBACC								89,380						
Chargé de projet PEBACC pour les Fidji								24,534						
Chargé de projet PEBACC pour le Vanuatu								19,351						
Assistant administratif et financier sur le projet PEBACC								24,534						
Conseiller juridique	11,650													
Chargé de planification spatiale			22,425											
Assistant programme / division	1,421						1,421	1,421	1,421	1,218		1,218		
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	69,725	66,225	53,874	21,580	5,395	10,790	529,396	96,418	61,695	21,877	30,792	25,844	29,971	20,102
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT														
	16,466	2,307	5,905	4,272	-	680	129,418	2,008	2,170	200	449	249	1,349	
Frais administratifs	9,460	26,000	3,900	-	-	-	64,154	1,650	120	-	440	440	440	440
Frais généraux	24,000	3,000	-	42,728	-	-	217,800	-	-	-	-	-	-	-
Frais de consultance	10,500	-	17,000	-	-	6,800	81,689	18,000	21,100	2,000	4,000	2,000	7,000	3,000
Frais liés aux réunions et conférences	86,000	-	35,554	-	-	-	183,150	428	500	-	-	-	-	-
Frais de formation des ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais accessoires des ÉTIO	-	3,600	-	-	-	-	85,801	-	-	-	-	-	3,500	-
Frais d'assistance au sein du pays	6,000	6,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,000	-
Frais liés à des événements spécifiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21,000	-
Financements de projets versés directement aux pays														
	152,426	40,907	62,359	47,000	-	7,480	762,012	22,086	23,890	2,200	4,889	2,689	38,289	3,849
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	152,426	40,907	62,359	47,000	-	7,480	762,012	22,086	23,890	2,200	4,889	2,689	38,289	3,849
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT														
Dépenses d'investissement	3,000	2,678	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	3,000	2,678	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	225,151	109,810	116,233	68,580	5,395	18,270	1,291,408	118,504	85,585	24,077	35,681	28,533	68,260	23,951
Cibles														
2.1.1.1	Au moins 50 % de tous les Membres exécutent leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (PANSB) ou leurs équivalents.													
2.1.1.2	D'ici 2015, le nombre et/ou la surface de zones de conservation marines et terrestres gérées efficacement par les Membres aura augmenté par rapport aux chiffres de 2010													
2.1.1.3	Au moins une aire marine protégée (AMP) dûment gérée par chaque Membre.													
2.1.1.4	Au moins une initiative régionale sur le paysage maritime (Oceanscape) pleinement opérationnelle													
2.1.1.5	D'ici 2015, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniques auront ratifié la Convention de Ramsar.													
2.1.1.6	D'ici à 2015, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires													
2.1.2.1	D'ici à 2015, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre dans les ÉTIO													
2.1.3.1	Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de coordinateurs régionaux dans ce domaine													
2.1.4.1	Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME													
2.1.5.1	Recensement du nombre d'aires d'importance écologique ou biologique dans le cadre de la CDB et d'autres organisations et initiatives pertinentes.													
2.2.1.1	D'ici à 2012, révision et actualisation du Plan d'action régional sur les espèces marines													
2.2.1.2	D'ici à 2015, ratification par au moins quatre Membres océaniques de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) ou de ses protocoles d'accord													
2.2.2.1	D'ici 2015, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents													
2.2.2.2	D'ici 2015, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de reconstitution des espèces.													

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2016 - Par cible
BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

	2.2.2.3	2.2.3.1	2.2.4.1	2.2.5.1	2.2.5.2	2.2.5.3	2.3.1.1	2.3.1.2	2.3.1.3	2.3.2.1	2.3.3.1	2.3.4.1	2.3.4.2	2.3.5.1	2.3.5.2	2.3.6.1	2014
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	ESTIMATION BUDGÉTAIRE
I. FRAIS DE PERSONNEL																	
Directeur, Biodiversité et gestion écosystémique		9,869	9,869	9,869			9,869			9,869	9,869	9,869		8,224		8,224	164,480
Conseiller en biodiversité																	116,960
Responsable de la biodiversité de l'écosystème																	99,210
Conseiller côte et mer																	107,900
Conseiller en espèces menacées et migratrices	10,690		10,690	10,690	10,690	16,035											106,900
Chargé de la conservation des requins et des raies	9,412		9,412	18,824	9,412	9,412											94,120
Responsable de la base de données sur les tortues		31,938															31,938
Conseiller en espèces envahissantes							10,801	5,401	10,801	5,401	10,801	5,401	5,401	10,801	16,202	27,003	108,010
Chargé du réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN)							4,609	2,305	2,305	9,218	6,914	2,305	2,305	9,218	2,305	4,609	46,090
Gestionnaire du projet PEBACC et responsable de la composante Fidji																	130,700
Responsable pays du PEBACC pour les îles Salomon																	110,110
Responsable pays du PEBACC pour le Vanuatu																	114,100
Chargé de communications pour le projet PEBACC																	89,380
Chargé de projet PEBACC pour les Fidji																	24,534
Chargé de projet PEBACC pour le Vanuatu																	19,351
Assistant administratif et financier sur le projet PEBACC																	24,534
Conseiller juridique																	11,650
Chargé de planification spatiale																	22,425
Assistant programme / division	1,218	1,218	1,218			1,218		1,218		1,218	1,218		1,218	1,218		1,218	20,300
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	21,320	43,024	31,189	39,383	20,102	26,665	25,279	8,923	13,106	25,705	28,801	17,574	8,923	29,461	18,506	41,054	1,442,693
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT																	
Frais administratifs	529	2,476	624	1,951	3,620	1,090	1,545	-	-	6,293	1,030	-	-	-	1,000	10,000	196,039
Frais généraux	440	7,764	790	1,490	200	200	1,500	-	-	1,200	300	-	-	-	-	3,900	124,828
Frais de consultation	-	1,500	-	-	-	-	94,500	-	-	-	10,000	-	-	-	-	20,000	413,528
Frais liés aux réunions et conférences	4,000	2,000	4,000	16,958	-	9,500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	219,547
Frais de formation des ÉTIO	-	8,300	-	-	30,000	-	8,954	-	-	58,259	-	-	-	-	-	-	411,145
Frais accessoires des ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais d'assistance au sein du pays	-	2,200	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70,000	165,101
Frais liés à des événements spécifiques	-	-	-	-	-	-	5,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22,000
Financements de projets versés directement aux pays	-	3,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	140,000	164,000
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	4,969	27,240	5,414	20,399	33,820	10,790	111,499	-	-	65,752	11,330	-	-	-	11,000	243,900	1,716,188
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT																	
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,678
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,678
TOTAL GÉNÉRAL	26,289	70,265	36,603	59,782	53,922	37,455	136,778	8,923	13,106	91,457	40,131	17,574	8,923	29,461	29,506	284,954	3,164,559
2.2.2.3	Application d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages																
2.2.3.1	Adoption par les Membres de la base de données TREDS																
2.2.4.1	D'ici 2015, achèvement de l'examen du statut des espèces menacées et évaluation régionale des effets positifs sur l'enrayement du déclin des populations de ces espèces.																
2.2.5.1	D'ici à 2015, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniques																
2.2.5.2	Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable)																
2.2.5.3	Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et d'autres espèces marines																
2.3.1.1	D'ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et des mesures concertées seront prises pour traiter le problème																
2.3.1.2	D'ici à 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux																
2.3.1.3	D'ici à 2015, adoption de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes dans cinq États ou Territoires insulaires océaniques																
2.3.2.1	D'ici 2015, tous les États et Territoires insulaires océaniques seront membres du PILN.																
2.3.3.1	D'ici 2015, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation sur les espèces envahissantes adaptés aux besoins de la région auront été mis en place.																
2.3.4.1	D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces.																
2.3.4.2	D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés																
2.3.5.1	D'ici 2015, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes.																
2.3.5.2	Un grand projet sur les espèces envahissantes inclus dans le programme du FEM-5.																
2.3.6.1	D'ici 2015, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et d'initiatives complémentaires																

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2016 - Par cible
GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

	3.1.1.1	3.1.1.2	3.1.1.3	3.1.1.4	3.1.1.5	3.2.1.1	3.2.1.2	3.2.1.3	3.3.1.1	3.3.1.2	3.3.1.3	3.3.1.4	3.3.2.1	2014
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	ESTIMATION BUDGÉTAIRE
I. FRAIS DE PERSONNEL														
Directeur, Gestion des déchets et lutte contre la pollution	55,149	18,383			18,383	18,383	18,383	18,383				18,383	18,383	183,830
Conseiller en matière de pollution		23,104								5,776		51,984	34,656	115,520
Conseiller en gestion des déchets solides	57,546		4,796			19,182	4,796	4,796	4,796					95,910
Conseiller en gestion des déchets dangereux	59,055				5,906	17,717	5,906	5,906	5,906		11,811	11,811		118,110
Coordinateur Alliance FEM-Pacifique	10,407		36,425			5,204	5,204	5,204	5,204	5,204				104,070
Gestionnaire de projet européen pour les déchets	53,163					17,721	11,814				17,721	17,721		118,140
Chargé de projet européen pour les déchets	23,223					7,741	7,741				7,741	30,964		77,410
Chargé de projet européen pour les déchets solides	16,212			8,106	56,742									81,060
Chargé des publications	18,460		13,845	9,230		9,230	41,535							92,300
Assistant programme / division	3,063	3,063			3,063	3,063					2,883		2,883	18,020
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	296,278	44,550	55,065	17,336	84,094	98,240	95,378	23,179	15,905	10,980	40,156	167,288	55,922	1,004,370
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT														
Frais administratifs	70	15,424	20,222	1,125	501	-	-	680	2,072	24,107	79,000	209,982	79,000	432,184
Frais généraux	-	4,180	3,650	-	3,650	-	-	1,700	-	29,100	-	55,430	-	97,710
Frais de consultance	37,200	-	191,821	13,435	-	-	18,000	70,000	-	84,250	10,000	1,174,681	10,000	1,609,387
Frais liés aux réunions et conférences	1,000	3,000	96,000	-	3,500	-	-	65,310	29,600	9,000	-	276,310	-	483,719
Frais de formation des ÉTIO	-	135,140	-	1,850	-	-	-	264,660	-	335,047	-	806,078	-	1,542,774
Frais accessoires des ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais d'assistance au sein du pays	-	-	59,232	-	-	-	-	-	-	41,560	-	113,692	-	214,484
Frais liés à des événements spécifiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9,000	-	9,000
Financements de projets versés directement aux pays	-	-	116,786	-	-	-	-	260,000	-	-	780,000	1,309,396	780,000	3,246,181
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	38,270	157,744	487,710	16,410	7,651	-	18,000	662,350	31,673	523,064	869,000	3,954,567	869,000	7,635,440
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT														
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,500	-	4,500
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,500	-	4,500
TOTAL GÉNÉRAL	93,335	175,080	571,804	114,651	103,028	23,179	33,905	673,329	71,829	690,352	924,922	4,963,437	924,922	8,644,310
Cibles														
3.1.1.1	D'ici 2015, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres.													
3.1.1.2	D'ici à 2015, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres insulaires.													
3.1.1.3	Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements.													
3.1.1.4	Kit de communication sur la gestion des déchets élaboré d'ici 2012 et utilisé par au moins cinq ÉTIO d'ici 2014.													
3.1.1.5	Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains Membres d'ici 2013.													
3.2.1.1	Méthodes standard de collecte, stockage, analyse et interprétation des données de pollution et de gestion des déchets en place, diffusées et utilisées par au moins six ÉTIO													
3.2.1.2	Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales													
3.2.1.3	Tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution publié d'ici 2015													
3.3.1.1	Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d'autres travaux comme ceux réalisés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).													
3.3.1.2	Au moins une activité régionale clé mise en œuvre d'ici 2012 pour combler les déficits de capacités des Membres.													
3.3.1.3	Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d'ici 2015													
3.3.1.4	Formation sur les meilleures pratiques en matière de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution proposée à tous les Membres.													
3.3.2.1	Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL)													

ANALYSE BUDGETAIRE DETAILLEE POUR 2016 - Par cible
SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE

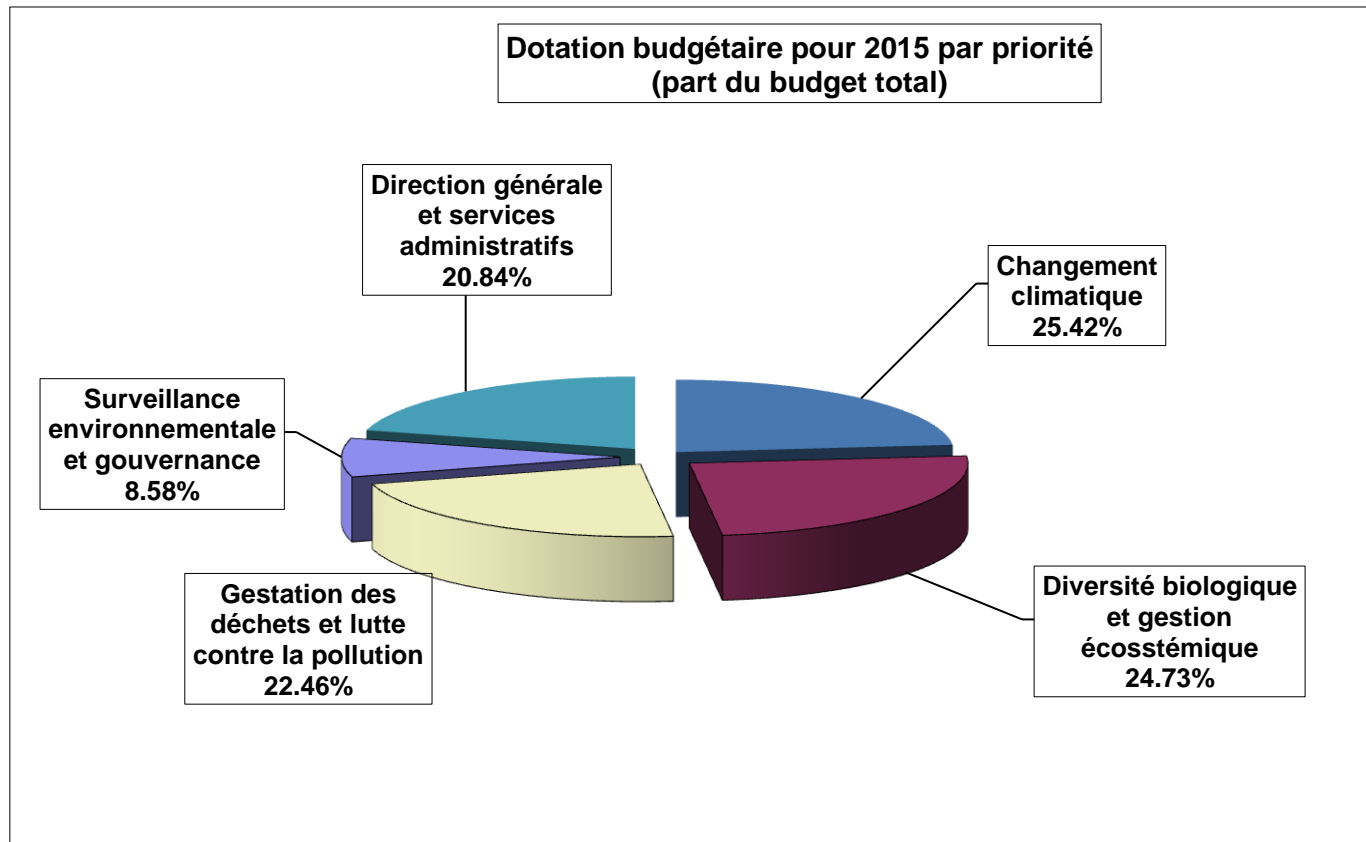
	4.1.1.1	4.1.1.2	4.1.1.3	4.1.2.1	4.1.2.2	4.1.2.3	4.2.1.1	4.2.1.2	4.2.1.3	4.3.1.1	4.3.1.2	4.3.1.3	4.3.2.1	4.4.1.1	2015
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	ESTIMATION BUDGÉTAIRE
I. FRAIS DE PERSONNEL															
Directeur, Suivi environnemental et gouvernance	-						-								-
Conseiller en planification et développement des capacités								117,140							117,140
Chargé de planification environnementale	92,550														92,550
Conseiller juridique				17,475	40,775										58,250
Conseiller en appui du FEM						112,680									112,680
Chargé du suivi et du reporting environnemental														98,180	98,180
Responsable BIOPAMA														81,220	81,220
Assistant programme / division	5,406				2,523	2,523		2,523						5,046	18,020
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	97,956	-	-	17,475	43,298	115,203	-	119,663	-	-	-	-	-	184,446	578,040
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT															
Frais administratifs	5,384	1,280		1,058	15,777	2,640		8,960						14,044	49,142
Frais généraux	9,256	1,596		984	10,769	3,400		7,378						16,966	50,349
Frais de consultance	15,000	-		8,000	144,000	380,822		-						36,667	584,489
Frais liés aux réunions et conférences	1,990	-		-	-	27,000		9,190						24,700	62,880
Frais de formation des ÉTIO	-	6,000		-	-	-		-						2,777	8,777
Frais accessoires des ÉTIO	-	-		-	-	-		-						-	-
Frais d'assistance au sein du pays	23,100	-		-	-	17,000		67,465						33,420	140,985
Frais liés à des événements spécifiques	-	4,000		-	-	-		2,400						-	6,400
Financements de projets versés directement aux pays	-	-		-	-	-		-						-	-
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	54,730	12,876	-	10,042	170,546	430,862	-	95,393	-	-	-	-	-	128,574	903,022
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT															
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	3,000	-	-	-	-	-	-	-	-	2,500	5,500
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	3,000	-	-	-	-	-	-	-	-	2,500	5,500
TOTAL GÉNÉRAL	152,686	12,876	-	27,517	216,844	546,065	-	215,056	-	-	-	-	-	315,519	1,486,562
Cibles															
4.1.1.1	D'ici 2015, élaboration de modèles océaniques de cadres réglementaires, couvrant les études d'impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l'environnement.														
4.1.1.2	D'ici 2015, mise en place chez au moins cinq Membres insulaires de cadres intégrés politiques et réglementaires favorables, inspirés des modèles océaniques.														
4.1.1.3	D'ici à 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés														
4.1.2.1	D'ici à 2012, actualisation et publication des examens nationaux de la législation environnementale réalisés dans les années 1990														
4.1.2.2	Mise en place d'une législation nationale et de responsables formés à la mise en œuvre des exigences liées aux AME														
4.1.2.3	Les pays océaniques ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l'assistance fournie par les Conférences des Parties aux AME et par les donateurs potentiels.														
4.2.1.1	Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq ÉTIO participent à la planification environnementale nationale.														
4.2.1.2	D'ici 2015, les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cadres internationaux auront été intégrés dans les politiques et stratégies nationales de au moins cinq Membres.														
4.2.1.3	Questions touchant à la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale														
4.3.1.1	D'ici à 2012, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et d'un programme régional normalisé concernant la formation et l'acquisition de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement														
4.3.1.2	D'ici 2015, programme de formation à la surveillance environnementale exécuté et cours de formation des formateurs dispensé chez au moins neuf Membres insulaires.														
4.3.1.3	D'ici 2015, réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales en place dans le Pacifique.														
4.3.2.1	D'ici 2015, évaluation des capacités requises et adoption de mesures pour combler les déficits recensés.														
4.4.1.1	D'ici 2012, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions en matière d'accès aux données et de partage des données														
4.4.1.2	Niveaux de référence des principaux indicateurs régionaux sur l'environnement établis, y compris les grands indicateurs sur le changement climatique, la biodiversité, ainsi que les déchets et la pollution; surveillance régulière mise en place														
4.4.1.3	D'ici 2015, diffusion d'un premier rapport sur l'état de l'environnement de la région.														
4.4.1.4	D'ici à 2012, mise en place de bases de données nationales et régionales aux fins d'inventaire et de surveillance de l'environnement														
4.4.1.5	D'ici à 2015, mise en place de procédures de gestion des données et des informations et de préparation des rapports														
4.4.1.6	D'ici à 2015, production par au moins cinq Membres ÉTIO de leurs rapports nationaux sur l'état de l'environnement														

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2016 - Par cible

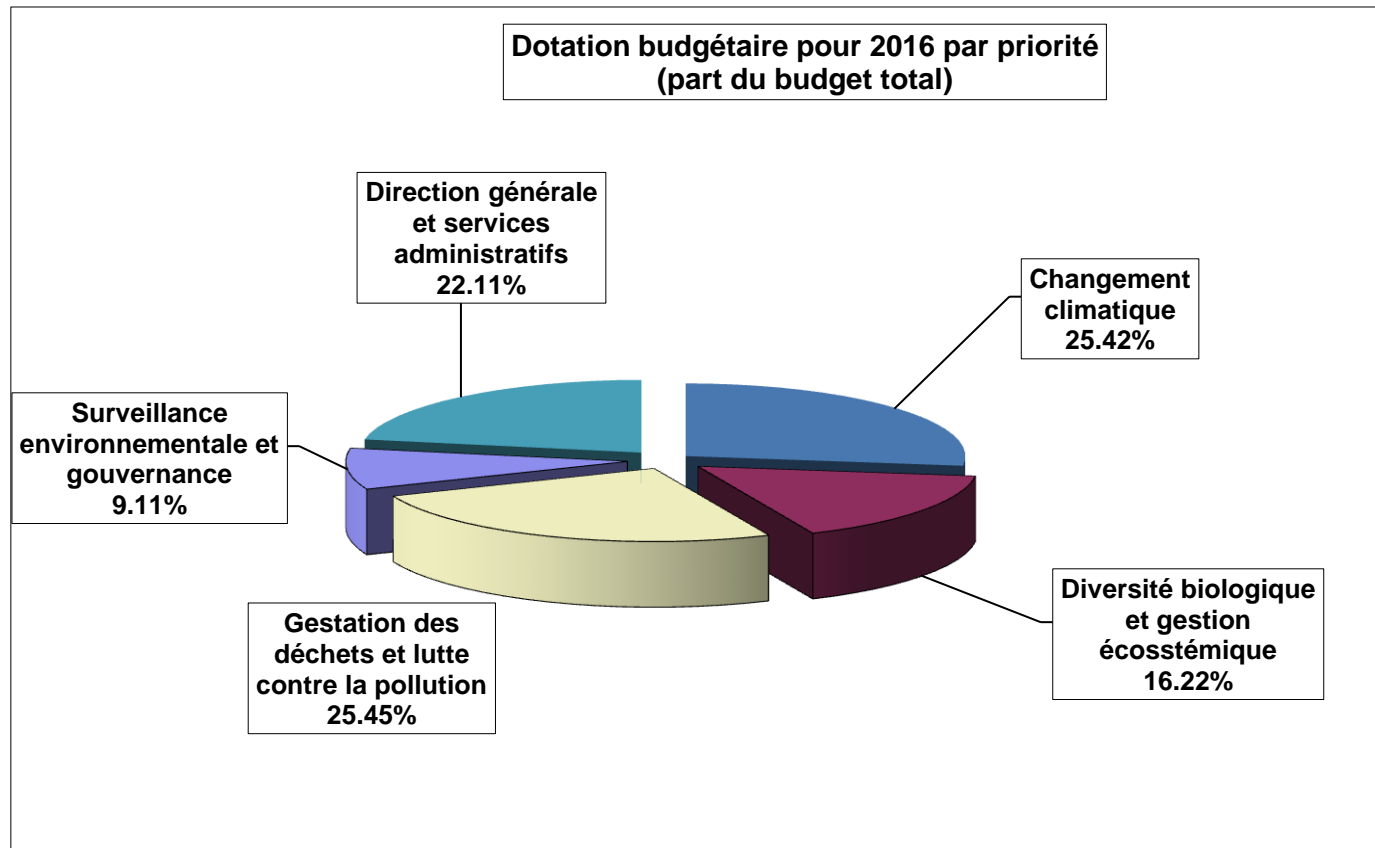
DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

	5.1.0.1	5.2.0.1	5.3.0.1	5.4.0.1	2015
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	ESTIMATION BUDGÉTAIRE
I. FRAIS DE PERSONNEL					
Directeur général	348,060				348,060
Directeur général adjoint	195,500				195,500
Conseiller en suivi et évaluation	101,070				101,070
Conseiller juridique	46,600				46,600
Auditeur interne	115,040				115,040
Responsable de la gestion administrative	89,220				89,220
Responsable RIM	20,946				20,946
Responsable EFM	46,000				46,000
Assistant personnel - Directeur	22,400				22,400
Assistant personnel - Directeur adjoint	24,630				24,630
Directeur du Centre d'information et de documentation		94,360			94,360
Chargé de la gestion de l'information		20,830			20,830
Responsable des dossiers et des archives		23,670			23,670
Assistant chargé des dossiers et archives		16,440			16,440
Conseiller en communication et sensibilisation		-			-
Attaché de relations publiques		73,808			73,808
Chargé des publications		-			-
Directeur des technologies de l'information		128,690			128,690
Ingénieur chargé des réseaux et du soutien informatiques		118,540			118,540
Spécialiste du développement d'applications web		92,180			92,180
Développeur et analyste systèmes		90,490			90,490
Conseiller financier et administratif			127,660		127,660
Comptable			104,180		104,180
Comptable de projet			79,060		79,060
Chargé de la comptabilité et de l'administration			77,990		77,990
Chargé des conférences et des voyages			76,060		76,060
Responsable financier - Personnel			18,310		18,310
Responsable financier - Créances			18,500		18,500
Responsable financier - Général			17,710		17,710
Responsable financier - Général			17,710		17,710
Responsable financier - Projets			17,230		17,230
Assistant du responsable financier			11,570		11,570
Responsables des services liés aux biens			22,160		22,160
Chauffeur / Secrétaire			10,440		10,440
Personnel d'entretien / de service			8,680		8,680
Personnel d'entretien / de service			8,680		8,680
Jardinier / Personnel d'entretien			7,740		7,740
Jardinier / Personnel d'entretien			6,700		6,700
Conseiller en ressources humaines				122,110	122,110
Conseiller en ressources humaines				74,120	74,120
Assistant du responsable RH				22,160	22,160
Assistant du responsable RH				22,260	22,260
Réceptionniste / Service à la clientèle				18,310	18,310
Prov-Heures sup., augmentation des résultats	3,210	2,140	12,840	3,210	21,400
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	1,012,676	661,148	643,220	262,170	2,579,214
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
Frais administratifs	8,273	2,600	15,200	-	26,073
Frais généraux	45,430	166,750	391,900	117,000	721,080
Frais de consultance	302,088	22,000	50,000	20,000	394,088
Frais liés aux réunions et conférences	113,790	31,000	5,000	10,000	159,790
Frais de formation des ÉTIO	-	-	-	-	-
Frais accessoires des ÉTIO	-	-	-	-	-
Frais d'assistance au sein du pays	-	1,000	-	-	1,000
Frais liés à des événements spécifiques	211,400	-	5,000	-	216,400
Financements de projets versés directement	-	-	-	-	-
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	680,981	223,350	467,100	147,000	1,518,431
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT					
Dépenses d'investissement	5,000	26,500	56,000	6,000	93,500
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	5,000	26,500	56,000	6,000	93,500
TOTAL GÉNÉRAL	1,698,657	910,998	1,166,320	415,170	4,191,144
Résultats :					
5.1	Direction générale				
5.2	Information et communication				
5.3	Finance et administration				
5.4	Gestion des ressources humaines				

GRAPH 1



GRAPH 2



GRAPH 3

